12 066

Gebrauchszolltarif. 21. Bericht
Tarif d'usage des douanes 1959. 21e rapport

21. Bericht des Bundesrates vom 7. August 1974 (BBl II, 432)
21e rapport du Conseil fédéral du 7 août 1974 (FF II, 432)

Antrag der Kommission
Zustimmende Kenntnisnahme vom Bericht

Proposition de la commission
Prendre acte du rapport avec approbation

Herr **Hofer**-Bern legt namens der Aussenwirtschaftskommission folgenden schriftlichen Bericht vor:

1. Im 21. Bericht über die Aenderungen des Gebrauchszolltarifs berichtet der Bundesrat über Massnahmen, die er in der ersten Hälfte 1974 ergriffen hat, um die zweite Etappe der schweizerischen Zollpräferenzen gegenüber Entwicklungsländern zu verwirklichen. Die durch den Zollpräferenzenbeschluss vom 23. September 1971 eingeleitete erste Etappe hat es dem Bundesrat erlaubt, Erfahrungen über die Auswirkungen der Zollpräferenzen auf unsere eigene Wirtschaft und über die Präferenzenpolitik anderer Staaten zu sammeln. Diese Erfahrungen haben ihn nun veranlasst, die Zollschranken gegenüber den Entwicklungsländern – mit wenigen Ausnahmen in bezug auf einzelne Produkte und einzelne Länder – ganz abzubauen. Die diesbezüglichen Einzelheiten finden Sie auf den Seiten 3 und 4 des bundesrätlichen Berichtes vom 7. August 1974.

2. Besondere Beachtung fand in der Kommission die Tatsache, dass die Begünstigungen für Industrie- und Agrarprodukte aus Spanien und Griechenland auf dem Stand von 1972 belassen wurden, da diese beiden Länder in ihrer wirtschaftlichen Entwicklung einen verhältnismässig fortgeschrittenen Stand erreicht haben und versuchen, ihre handelspolitischen Beziehungen im europäischen Rahmen zu lösen. Die Kommission hat zwar Verständnis dafür, dass mit diesen Ländern Vereinbarungen über einen gegenseitigen und nicht – wie es das Präferenzensystem vorsieht – einseitigen Zollabbau angestrebt werden. Sie vertritt aber die Auffassung, dass im Falle Griechenlands eine besonders sorgfältige Ueberprüfung des bisherigen Vorgehens am Platze sei, dies in Anbetracht der beträchtlichen innenpolitischen und wirtschaftlichen Schwierigkeiten, mit welchen dieses Land auf seinem Wege zur Redemokratisierung zu kämpfen hat.

3. Wie vorauszusehen war, sind die praktischen Auswirkungen der für die erste Etappe vorgesehenen Zollpräferenzen bescheiden geblieben. Insgesamt betrug der Anteil der präferentiell behandelten Waren nur 13,5 Prozent der gesamten Einfuhr aus den Entwicklungsländern und nur 1,2 Prozent der schweizerischen Gesamteinfuhr. Es ist zu erwarten, dass die Einführung der zweiten Etappe die Auswirkungen der Zollpräferenzen vergrössern wird und dass vor allem auch die Einfuhren aus den weniger fortgeschrittenen Entwicklungsländern stärker zunehmen.

4. Die Kommission betrachtet die Weiterführung der im Bericht dargestellten Massnahmen als wichtigen Bestandteil der Entwicklungshilfe und beantragt Ihnen, von den im Bericht beschriebenen Massnahmen Kenntnis zu nehmen, ihnen zuzustimmen und zu beschliessen, dass sie weiter in Kraft bleiben.

Angenommen – Adopté
An den Ständerat – Au Conseil des Etats

12 001

Milchwirtschaftsbeschluss 1971. Aenderung
Economie laitière. Modification de l'arrêté 1971

Botschaft und Beschlussentwurf vom 22. Mai 1974 (BBl I, 1811)
Message et projet d'arrêté du 22 mai 1974 (FF I, 1751)

Antrag der Kommission
Eintreten

Antrag Stich
Nichteintreten

Proposition de la commission
Passer à la discussion des articles

Proposition Stich
Ne pas entrer en matière

M. **Debétaz,** rapporteur: Il vous appartient de dire oui ou non – la raison veut que vous disiez oui – à plusieurs modifications de l'arrêté fédéral sur l'économie laitière qui remonte à 1971.
C'est principalement le problème du fromage qui engage le Conseil fédéral à revoir ledit arrêté fédéral. La Suisse importait 6691 tonnes de fromage de diverses sortes en 1960. Cette importation s'est élevée à près de 20 000 tonnes en 1973: cela fait trois fois plus environ, 2,98 exactement.
On exporte aussi naturellement et heureusement du fromage fabriqué chez nous: 51 556 tonnes en 1973 contre 30 106 tonnes en 1960; les exportations ont donc également augmenté mais l'augmentation sur le plan des exportations ne se chiffre que par 1,5 à 1,71, pour être tout à fait précis.
Il me paraît opportun d'attirer votre attention sur un troisième élément de comparaison: l'évolution de la production suisse de fromage durant les treize années en cause: 68 900 tonnes en 1960, 97 000 en 1973, d'où un accroissement de 1,41.
La disproportion est évidente si vous prenez ces trois éléments de comparaison: 1,41 d'accroissement pour la production, 1,71 pour les exportations et 2,98 – près de 3 pour cent – pour les importations.

Pourquoi cette disproportion? Pourquoi cette progression des importations de fromage – progression qui se confirme au cours de l'année que nous sommes en train de vivre, je vous fais grâce des chiffres? Parce qu'il y a des excédents de fromage à l'étranger et parce que les pays qui connaissent ces excédents encouragent leurs exportations par des subventions publiques ou privées; parce que nos droits de douane qui datent des années trente ne jouent plus leur rôle; parce que, en raison de ces deux éléments entre autres, la commercialisation des fromages étrangers laisse des marges intéressantes. Il faut ajouter que la production indigène ne peut pas s'adapter d'un coup aux nouvelles habitudes alimentaires: les consommateurs qui accordent leur préférence aux fromages à pâte molle et mi-dure deviennent de plus en plus nombreux; l'adaptation de la production à cette nouvelle habitude des consommateurs comporte évidemment certains risques pour les producteurs de fromage. Il est bon de relever que, du côté de la production, on a pris conscience de la nécessité de cette adaptation; l'effort pour enrichir l'assortiment des fromages indigènes à pâte molle et mi-dure est indéniable. Cet effort est apprécié et il nous paraît logique qu'il soit encouragé. C'est là l'un des buts du message qui retient maintenant une attention qui me paraît avoir d'ailleurs quelques trous, comme le fromage, sur quelques travées!

Le problème n'est pas momentané. Le projet du Conseil fédéral n'est pas lié au fait que nous connaissons actuellement une surproduction sur le plan laitier ni non plus à celui que les importations ont repris cette année une ligne fortement ascendante. L'étude de la solution qui vous est proposée remonte à plus d'une année déjà. Le Conseil fédéral, par exemple, n'a pas interrompu cette étude alors qu'en 1973 nous avons assisté à une légère diminution de la progression qui, je vous le rappelle, a repris cette année.

Je crois qu'il est bon de relever également que plusieurs systèmes ont été étudiés et ils l'ont été de façon approfondie. On a écarté la majoration des droits de douane parce que, ce faisant, on instituerait une mesure rigide alors que le commerce des fromages est caractérisé par une fluidité très grande et, aussi, parce que le produit de la majoration des droits de douane ne viendrait pas dans le compte laitier, ne profiterait pas non plus aux consommateurs.

Le régime de la prise en charge a ses partisans, notamment du côté de la production. Ce serait sans doute le régime approprié pour assurer à la marchandise indigène une proportion déterminée de la consommation du pays et simultanément pour exercer l'influence voulue sur le volume total des importations. Mais le système de la prise en charge modifierait la structure du commerce indigène, provoquerait un surcroît de travail administratif et, surtout, serait en contradiction avec les principes que nous défendons pour nos propres exportations de fromage. Le régime de la prise en charge nous ferait courir le risque de mesures de rétorsion de la part de nos partenaires étrangers. Ils pourraient, par exemple, remettre en question le statut spécial dont notre agriculture jouit dans le cadre du GATT, même si, pour réduire ces dangers, nous faisions preuve d'une certaine souplesse dans le choix des sortes de fromages qui seraient soumises à la prise en charge.

Je viens de commenter très brièvement deux systèmes possibles. La lecture du message – que je vous recommande chaudement car il est très bien fait, intéressant et aussi convaincant – vous renseignera sur d'autres possibilités.

Après avoir objectivement pesé les avantages et les inconvénients des différentes solutions, le Conseil fédéral propose la réglementation suivante: perception de suppléments de prix sur le fromage étranger, suppléments variables selon les positions du tarif douanier et les sortes de fromages, utilisation du produit de ces suppléments pour réduire le prix de vente dans le pays des fromages indigènes, en premier lieu des fromages à pâte molle et mi-dure. Le Conseil fédéral reçoit la compétence de fixer les suppléments de prix; il doit préalablement consulter les milieux intéressés. Vingt-quatre cantons approuvent cette façon de procéder. Sur quarante-quatre organisations consultées, trente et une l'approuvent. La commission consultative pour l'exécution de la loi sur l'agriculture, une commission qui comprend des représentants des organisations économiques concernées, des représentants de la consommation, approuve dans sa majorité la solution préconisée. Votre commission a siégé le 19 août à Berne en présence de M. le président de la Confédération, de représentants de la Division du commerce et de la Division de l'agriculture, dont M. Piot, directeur de celle-ci. Votre commission a réservé au projet, dans sa majorité, un accueil positif. La très grande importance de ce projet pour l'agriculture a été soulignée, importance toute spéciale pour les paysans des régions où la production laitière est la seule activité possible. On a insisté à juste titre sur une meilleure mise en valeur du fromage indigène, notamment grâce à une information plus percutante, plus incisive, plus persuasive, à une variété plus grande aussi des sortes offertes. Cet avis de la commission rejoint d'ailleurs celui des producteurs et de leurs représentants. Il faut ajouter que ceux-ci ne sont pas restés inactifs. L'information retient leur imagination et leur volonté de création; ils ont des idées; ils améliorent les moyens propres à toucher de la façon la plus convaincante les yeux et les oreilles des consommateurs, ainsi bien entendu que leur palais; c'est essentiel comme est essentielle la qualité de nos fromages et leur variété. Votre commission a eu l'occasion et l'agrément de se rendre compte directement, en visitant les locaux de l'Union des producteurs suisses de fromage, que ces éléments déterminants étaient réunis. Il existe déjà de nombreuses sortes de fromages suisses et leur qualité est savoureuse. La volonté d'adaptation et de perfectionnement est bien présente et bien vivante chez les responsables de l'écoulement de notre production fromagère.

Le mécanisme et les limites du système sont indiqués à l'article 9*a* nouveau. Le message donne des explications utiles. Des renseignements complémentaires ont été demandés à M. le président de la Confédération et il les a donnés en séance de commission. Si la demande est renouvelée, M. le président de la Confédération répétera sans doute très volontiers ces renseignements. L'application du système ne doit pas se faire d'une façon restrictive, elle doit assurer équitablement une véritable prévention contre l'érosion du marché suisse qui prétérite gravement notre propre production de fromage.

Quelques modifications au projet du Conseil fédéral vous sont proposées par la commission. La principale est celle qui figure tout au début de votre dépliant: il s'agit d'un article premier, 4e alinéa, nouveau, qui émane de notre collègue M. Hofmann et qui a pour but d'encourager la production de qualité. Il ne me paraît pas nécessaire d'argumenter au sujet de ce but. La proposition que vous fait la majorité de la commission me paraît tout à fait justifiée; elle est, en outre, conforme aux déclarations faites au début de l'année non seulement par les dirigeants des organisations laitières mais aussi par la Division de l'agriculture. Vous vous souvenez que nous avons alors beaucoup discuté du contrôle de la qualité du lait qui, dans certaines régions, a soulevé des critiques très vigoureuses; lors des discussions qui ont eu lieu à ce moment-là, on a beaucoup parlé du paiement du lait à la qualité. Ce système de paiement devait être étudié. On a relevé à l'époque que la base légale faisait défaut. La proposition que vous fait maintenant la majorité de la commission donne précisément cette base légale. Elle est cependant combattue par une minorité conduite par notre collègue M. Biel.

Vous trouverez une modification à l'article 9*a;* celle-ci ne change rien à la conception de l'arrêté ni à son contenu. Sur proposition de M. Biel, la commission a admis de préciser, au 3e alinéa, qu'il doit s'agir de fromages «fabriqués de manière rationnelle». Cela va sans dire, mais cela va aussi en le disant.

Il me paraît opportun de signaler que l'article 4, alinéa 2*bis,* améliore les mesures en faveur des producteurs de lait des régions de montagne et des régions préalpines des collines. Deux mots à ce sujet: les producteurs de ces régions reçoivent la totalité du prix de base pour le lait qu'ils livrent jusqu'à concurrence de 8000 kilogrammes par an. Ils ne participent aux dépenses de mise en valeur que sur le lait livré en sus de cette limite de 8000 kilogrammes, qui détermine ce qu'on appelle la «quantité franche». L'établissement de cette limite remonte à 1962 déjà; il est temps de l'adapter. Le Conseil fédéral propose de porter cette limite à 20 000 kilogrammes. Cette proposition n'est pas combattue; la commission est unanime sur ce point.

La fameuse retenue, dont on parle abondamment ces jours, retenue fameuse et malheureuse, a fait l'objet de critiques sévères. Cette retenue est malheureuse; le Parlement, hélas! l'a voulue. Il l'a voulue notamment en 1971 lorsque nous avons discuté l'arrêté fédéral sur l'économie laitière. Nous avions combattu à l'époque cette retenue. Elle est malheureuse parce qu'elle fait que l'on reprend partiellement aux producteurs ce que l'on vient de leur accorder, alors que c'était nécessaire et justifié. C'est ainsi que le Conseil fédéral a augmenté le prix du lait il y

a quelques mois, encore une fois à juste titre. Or la retenue supprime une partie de cette augmentation alors que l'inflation continue à sévir gravement. Autrement dit, elle diminue de façon sensible ce que peuvent toucher les producteurs. Le régime qui est proposé par le Conseil fédéral ne déploiera pas ses effets immédiatement, en raison de la procédure que nous connaissons.
Il nous paraît nécessaire – c'est un avis que j'émets à titre personnel – d'agir sans plus attendre sur deux points principalement; il y en a d'autres mais je n'entends pas retenir trop longuement votre attention. On a relevé, à propos de ce que l'on appelle la surproduction laitière, l'influence des importations de denrées fourragères. Il est juste de dire que l'autorité fédérale a agi sur ce plan, mais son action devrait, à nos yeux, être plus incisive. On devrait étudier d'une façon approfondie le contingentement effectif du volume des importations et, d'autre part, revoir, le plus rapidement possible, les suppléments de prix.
Deuxième point. Chacun admet le rôle néfaste joué par une importation excessive de fromages étrangers, importation qui est cause du projet dont nous discutons. L'entrée en vigueur ne pouvant pas avoir lieu tout de suite, il me paraît nécessaire de relever avec effet immédiat les droits d'entrée sur les fromages étrangers qui compromettent l'écoulement de la marchandise indigène.
Pour en revenir au projet lui-même, je vous rappelle que la proposition est opportune, qu'il est essentiel d'assurer aux producteurs de lait un revenu équitable, qu'il n'est pas normal que ce revenu soit menacé par des importations empêchant d'adapter la quantité de base livrable et le prix de base du lait et contribuant à une augmentation de la retenue sur celui-ci. En outre, les dispositions proposées permettront dans une certaine mesure de prévenir des dépenses accrues de la part de la Confédération, par le canal du compte laitier.
Je vous propose d'entrer en matière sur le projet présenté par le Conseil fédéral et de voter ce projet dans la teneur que la majorité de la commission lui a donnée.

Vollenweider, Berichterstatter: Vorerst möchte ich mich für mein Ausbleiben entschuldigen. Ich habe anhand der Traktandenliste die Speditivität des Rates offenbar unterschätzt. Glücklicherweise konnte dann «der verlorene Sohn» durch Kollege Baumgartner in der Bibliothek unten entdeckt werden.
Und nun zur Sache:
In der vorliegenden Botschaft des Bundesrates über die Abänderung des Milchwirtschaftsbeschlusses 1971 liegt das Schwergewicht bei der Schaffung der gesetzlichen Grundlage für die Einführung von Preiszuschlägen auf Importkäse, wobei die Erträge dieser Preiszuschläge ausschliesslich zur Verbilligung einheimischer Käse auf dem Inlandmarkt, vorab der Weich- und Halbhartkäse, eingesetzt werden sollen.
Die seit dem Zweiten Weltkrieg beständig zunehmenden Käseimporte wurden seither sowohl von der Landwirtschaft wie auch vom Bundesrat mit steigender Besorgnis verfolgt. Der Milchwirtschaft, auf die wir durch unsere klimatischen und topographischen Verhältnisse bedingt angewiesen sind und die für die Einkommensbildung der schweizerischen Landwirtschaft eine überragende Bedeutung hat, drohten durch die anwachsenden Käseimporte entsprechende Absatzschwierigkeiten. Dem Bund erwuchsen in der Milchrechnung durch diese steigenden Importe entsprechend höhere Ausgaben für die dadurch notwendig gewordenen vermehrten Exportförderungen und Verbilligungsaktionen.
Dass diese wachsende Besorgnis nicht unbegründet ist, ergibt sich aus der Tatsache, dass sich die Käseimporte seit 1952 beinahe verzehnfacht und seit 1960 verdreifacht haben. Seit 1970 beträgt die Zunahme 20 Prozent, so dass 1972 die gesamten Importe aller Arten von Käse rund 21 000 Tonnen betrugen. Die ersten vier Monate des laufenden Jahres weisen bereits wieder einen Import von 7151 Tonnen auf, d. h., dass auf das Jahresende wiederum mit einem Anstieg gerechnet werden muss, nachdem die Einfuhr 1973 leicht rückläufig war.
Der Anteil der Einfuhr am gesamten schweizerischen Käsekonsum hat sich von 14 Prozent im Jahre 1960 auf über 30 Prozent in der letzten Zeit erhöht.
Der Aufwand des Bundes für die Käseverwertung im Inland und für die Exportförderung stieg seit 1960 von 40 auf rund 240 Millionen Franken, wobei dieses Anwachsen allerdings nicht allein auf die bisherige Importregelung zurückzuführen ist. Fest steht aber, dass ohne Gegenmassnahmen an der Grenze diese Entwicklung zu immer grösseren generellen und gezielten Inlandverbilligungen und zu einem kostspieligen Forcieren der Käseexporte führen muss, was angesichts der Finanzlage des Bundes vermieden werden sollte.
Die Schweiz ist sowohl mengenmässig wie preislich der weitaus beste und überdies sicherste Absatzmarkt für unseren Käse. Allerdings ist zu beachten, dass die Schweiz nur 48 Prozent unserer gesamten Käseproduktion aufnimmt und 52 Prozent exportiert werden müssen. Um so mehr drängt es sich auf, dass der bisher fortschreitenden Erosion zuungunsten der inländischen Käseproduktion und zugunsten der Importe nicht tatenlos zugesehen wird. Gesamthaft gesehen handelt es sich hier um die Lösung eines langfristigen Problems. Wir benötigen ein zusätzliches Lenkungsinstrument, das uns erlaubt, die Importware gegenüber der Inlandware beim schweizerischen Käsekonsum in Zukunft in einem vernünftigen Verhältnis zu halten.
Nach Artikel 23 des Landwirtschaftgesetzes wäre es allerdings bisher schon möglich gewesen, die Käseeinfuhr zu kontingentieren oder Zollzuschläge auf Importe zu erheben, die eine gewisse Menge überschreiten, sowie ein Leistungssystem einzuführen. Der Bundesrat hat es trotz den Vorstössen aus der Landwirtschaft bis 1968 abgelehnt, Massnahmen gegen die steigenden Käseimporte zu ergreifen. Er betrachtete bis zu jenem Zeitpunkt den Absatz der einheimischen Käse zu angemessenen Preisen als noch nicht durch die Einfuhr gefährdet. Zudem befürchtete er handelspolitische Risiken, besonders beim Käseexport.
Im Jahre 1968 wurden dann die sogenannten Käseabkommen mit der EWG, Dänemark und Oesterreich abgeschlossen. Durch den Abbau ihrer Exportsubventionen sollen diese Länder dafür sorgen, dass sich die Exportpreise für die dem Abkommen unterliegenden diversen Hart- und Halbhartkäse mindestens nach einem bestimmten Referenzpreis ausrichten. Für dritte Lieferländer, welche diesen Referenzpreis für sogenannte Abkommenskäse unterschreiten, wurde ein Zollzuschlag im Ausmass der Unterschreitung eingeführt. Seither wurden diese Abkommen mehrmals modifiziert und im Jahre 1973 mit Finnland ein ähnliches Abkommen getroffen.
Diese Käseabkommen führten zu einem weitgehenden Abbau der Subventionen bei den betreffenden Käsesorten. Die Importzunahme konnte dadurch wohl gedämpft, aber nicht aufgehalten werden.
Am 6. Juli 1973 beschloss dann der Bundesrat als Uebergangsmassnahme eine Zollerhöhung auf der wichtigsten Weichkäseposition von 50 auf 100 Franken pro 100 Kilo, mit der gleichzeitigen gezielten Verbilligung einheimischer Weichkäse im Ausmass der Zollmehreinnahmen zulasten der Milchrechnung. Die eidgenössischen Räte hiessen in der Märzsession dieses Jahres im Rahmen der Genehmigung des 20. Berichtes des Bundesrates über die Aenderung der Gebrauchszolltarifes 1959 diese Massnahmen gut.
Die inzwischen bei allen interessierten Kreisen vorgenommenen Konsultationen für eine definitive Lösung ergaben, nach Abwägung der Vor- und Nachteile der erwähnten verschiedenen Schutzmassnahmen an der Grenze, eine eindeutige Mehrheit für die nun beantragten beweglichen Preiszuschläge. Unser Land verfällt mit der Einführung dieser Preiszuschläge keinem unzeitgemässen Protektionismus. In den letzten Jahren mussten auch andere Län-

der ihre bisher freie Käseeinfuhr unter eine gewisse Kontrolle bringen, so z. B. die USA, Spanien, Schweden usw. Auch die EWG bedient sich ausgiebig eines ähnlichen Systems. So gesehen wäre also das vorgeschlagene System EWG-konform.
Leider werden heute die Käsepreise international so manipuliert, dass sie häufig mit den Gestehungskosten nicht mehr viel zu tun haben. Dazu kommen die mittels falschen Preisdeklarationen versuchten Umgehungen der bestehenden Bestimmungen. In dieser nicht gerade komfortablen Situation benötigen wir ein zusätzliches Instrument, damit wir mit gleich langen Spiessen einer von aussen manipulierten Ueberschwemmung mit Importware entgegentreten können.
Allerdings muss auch darauf hingewiesen werden, dass ungefähr ein Viertel der eingeführten Käsemenge unter die GATT-gebundenen Zollpositionen fällt, bei denen folglich die Einführung von Preiszuschläge nicht möglich ist, ohne vorerst die vertraglichen Bindungen zu lösen. Der Bundesrat hat das Volkswirtschaftsdepartement ermächtigt, auf den nächstmöglichen Termin die Dekonsolidierung der betreffenden Käsesorten anzumelden. Vorerst soll aber abgeklärt werden, welche Kompensationsmöglichkeiten angeboten werden können und bei welchen Käsepositionen eine Dekonsolidierung notwendig und ratsam erscheint. Diese Entscheide zu treffen, wird nicht einfach sein. Ein gewichtiger Trumpf, den wir für die Verhandlungen in den Händen haben, wird unsere Buttereinfuhr sein.
Den verständlichen Bedenken der Konsumenten betreffend eine Mehrbelastung durch die Preiszuschläge ist in den Absätzen 2 und 3 des neuen Artikels 9a und in Artikel 10 Rechnung getragen.
In Absatz 2 wird die Höhe der Preiszuschläge nach oben begrenzt. Die Preiszuschläge dürfen in keinem Fall höher sein als der Unterschied zwischen den Einfuhrpreisen franko Grenze zuzüglich Zollbelastung und den mittleren Engrospreisen vergleichbarer inländischer Sorten. Bei diesen Vergleichen ist die vorgesehene Verbilligung aus Mitteln der an der Grenze erhobenen Preiszuschläge mit zu berücksichtigen.
Nach Absatz 3 ist der Ertrag der Preiszuschläge zur zusätzlichen Verbilligung einheimischer Käse auf dem schweizerischen Markt, vorab für Weich- und Halbhartkäse, zu verwenden. Mit diesem Umlageverfahren soll vor allem erreicht werden, dass für den Konsumenten durch die Einführung der Preiszuschläge auf Käse – gesamthaft gesehen – keine Verteuerung eintritt.
Zudem ist in Artikel 10 als weitere Sicherung vorgeschrieben, dass die interessierten Kreise anzuhören sind, bevor der Bundesrat nach den Artikeln 5 bis 9a entscheidet.
Die Kommission konnte sich auch anlässlich einer Degustation überzeugen, dass die beliebte Käseplatte bezüglich Auswahl und Qualität in Zukunft in keiner Weise geschmälert werden soll, da heute schon über 100 schweizerische Käsesorten und Spezialitäten in sehr guter Qualität zur Verfügung stehen. Daneben hat die «Familie Schweizer» nach wir vor die Möglichkeit, sich ausländischer Spezialitäten zu bedienen. Unsere einheimischen Käsereien können dem bestehenden Trend vom Hartkäse zum Halbhart- und Weichkäse ohne weiteres gerecht werden und ihre Produktion in dieser Richtung ausweiten, wenn ihnen mit dieser Vorlage das Absatzrisiko, besonders für die nur beschränkt lagerfähigen Weichkäse, aber auch das Risiko für die notwendigen wesentlichen Neuinvestitionen auf ein erträgliches Mass vermindert werden.
Zusammenfassend kann folglich gesagt werden, dass die beantragte, mit Hilfe von Preiszuschlägen durchzuführende Einfuhrbeschränkung für Käse eine praktikable und allseits ausgewogene Lösung darstellt.
Weniger zu reden gab in der Kommission – und wahrscheinlich wird es auch hier im Rate so sein – der neue Artikel 4 Absatz 2bis, mit dem der Bundesrat ermächtigt werden soll, die Freimenge für Produzenten im Berggebiet nach dem Viehwirtschaftskataster und in der voralpinen Hügelzone von bisher 8000 kg auf 20 000 kg zu erhöhen. Mit dieser Erhöhung der Freimenge, d. h. der Menge Milch, die nicht zur Verlustbeteiligung an der Milchrechnung herangezogen wird, soll eine vermehrte produktionslenkende Wirkung erzielt werden. Durch die Entlastung der Bauern im Berggebiet und in der voralpinen Hügelzone, die keine oder nur geringe Umstellungsmöglichkeiten haben und auf die Milchwirtschaft angewiesen sind, werden die Bauern im Talgebiet mit grösseren Umstellungsmöglichkeiten entsprechend stärker belastet. Zudem soll damit das Einkommensgefälle zwischen den Bergbauern und den Talbauern, wie mit dem in der letzten Session verabschiedeten Gesetz über die Kostenbeiträge an die Viehhalter, nochmals etwas verringert werden.
Neu hat die Kommission den Artikel 1 Absatz 4 in die Vorlage aufgenommen. Mit diesem Artikel soll der Bundesrat ermächtigt werden, für die Verkehrsmilch, die alle Qualitätskriterien erfüllt, zusätzlich zum Grundpreis eine Prämie zugunsten der Verkehrsmilchproduzenten festzusetzen.
Diesem Antrag entstand in der Kommission eine Opposition, die in einem Minderheitsantrag ihren Niederschlag fand. Offenbar glaubt die Minderheit, es handle sich um eine zusätzliche Aufstockung zum jetzigen Milchpreis. Das ist nicht der Fall. Die Meinung geht dahin, dass bei der nächsten teuerungsbedingten Erhöhung des Milchpreises der Grundpreis so angesetzt wird, dass dann für die Milch, die alle Qualitätskriterien erfüllt, eine sogenannte Qualitätsprämie gegeben werden könnte. Bis anhin wurde umgekehrt verfahren, indem man einfach den Milchgrundpreis ansetzte und für die Milch, welche die Qualitätsmerkmale nicht erfüllte, entsprechende Abzüge machte. Es handelt sich also weitgehend um eine psychologische Angelegenheit. Statt wie bisher nur von Bestrafung zu sprechen, könnte bei einwandfreier Erfüllung aller Qualitätskriterien auch belohnt werden, was die etwas schwierige Durchführung der Qualitätsbezahlung bestimmt ein wenig erleichtern würde.
Zur Verdeutlichung ist im übrigen darauf hinzuweisen, dass nicht konsumtaugliche Milch überhaupt nicht in den Verkehr gebracht werden darf. Es handelt sich also bei der Qualitätsbezahlung der Milch um eine Preisdifferenzierung innerhalb der konsumtauglichen Milch.
Abschliessend möchte ich dem Departement der Volkswirtschaft für die umfassende und ausführliche Botschaft bestens danken.
Die Kommission hat der Vorlage mit 15 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen zugestimmt, und ich ersuche Sie im Namen der Kommission, ebenfalls auf die Vorlage einzutreten.

Stich: Ich vertrete hier einen Antrag der Kommissionsminderheit, der auch Herr Biel und Herr Schütz angehören. Offensichtlich haben wir diesen Antrag zu spät eingereicht, so dass er nicht mehr als Minderheitsantrag auf die Fahne genommen werden konnte.
Auch wenn unser Minderheitsantrag das Datum vom 16. September trägt, so ist er doch nicht durch die bäuerlichen Demonstrationen ausgelöst worden, obwohl auch diese Demonstrationen zu verschiedenen Gedanken anregten. So habe ich mich gefragt, ob nicht im Zeitalter der Chancengleichheit für die POCH und andere berufsmässige Demonstrationsteilnehmer ein verbilligtes SBB-Billett abgegeben werden könnte, damit diese Leute gegenüber ihren bäuerlichen Verwandten nicht benachteiligt sind, welche regelmässig mit verbilligtem Treibstoff Demonstrations- oder andere Spazierfahrten unternehmen. Wenn aber die Demonstration ernst gemeint war, dann ist sie ebenso gründlich daneben gelungen. Der Schweizer Bauer kann sich unmöglich mit dem ausländischen Kollegen solidarisieren, wenn er dauernd und gleichzeitig verlangt, dass die Produkte des ausländischen Kollegen bei uns prohibitiv belastet werden, damit sie nicht mehr abgesetzt werden können. Daneben gelungen ist die Demonstration aber auch gegenüber unseren Chefbeamten des Departements, insbesondere gegenüber der Abteilung für Land-

wirtschaft. Was diese Beamten getan haben, was ihnen vorgeworfen wird, ist nichts anderes, als dass sie sich an das Gesetz gehalten haben. Etwas anderes kann man ihnen tatsächlich nicht vorwerfen, ausser dass sie eben sehr landwirtschaftsfreundlich sind.
Genau so daneben gelungen wie die Demonstration dieser dissidenten Gruppen ist aber auch der Entwurf des Bundesrates. Wenn ich mich nicht sehr täusche, dann ist dieses Begehren ursprünglich ja auch von diesen dissidenten Gruppen vertreten worden. Von solchen Leuten begreife ich einen solchen Vorschlag, nicht aber vom Bundesrat, der für die Landwirtschaft, die Landwirtschaftspolitik und die Aussenpolitik die Verantwortung trägt. Unseres Erachtens benachteiligt diese Gesetzesrevision eindeutig die Konsumenten. Langfristig geschädigt aber wird die schweizerische Landwirtschaft und unsere Position im Aussenhandel.
Darf man vielleicht kurz ein Wort zur Ausgangslage sagen. Es ist richtig, dass der Konsum von Weichkäse im Inland stark zugenommen hat seit dem Zweiten Weltkrieg. Es ist aber ebenso klar, dass diese Zunahme darauf zurückzuführen ist, dass sich die Konsumgewohnheiten geändert haben. Das ist das eine. Man kann sich auch fragen, warum die schweizerische Landwirtschaft nicht früher andere Käsesorten ebenfalls produziert hat. Die Antwort ist eindeutig und klar: einfach deshalb, weil für den Hartkäse eine Absatzgarantie besteht, für den Weichkäse besteht sie nicht. Es ist aber falsch, wenn man erklärt, dass die ganzen Absatzprobleme und der ganze Aufwand für die Verwertung des schweizerischen Käses von diesem Import der ausländischen Käse herkämen, sondern mindestens so sehr kommen diese zusätzlichen Schwierigkeiten daher, dass dauernd mehr Milch produziert wird. Sicher ist die Behauptung auch nicht richtig, der Konsument werde nicht benachteiligt, die abgeschöpften Beträge würden ja wieder für den Konsumenten zur Verbilligung des inländischen Käses eingesetzt. Das kann man zwar sagen; durch die Abschöpfung der Differenz wird aber jede Relation zu den ausländischen Preisen beseitigt und damit ist für die Anhebung des Preisniveaus der schweizerischen Käse Tür und Tor geöffnet. Man kann einfach dauernd höhere Preise verlangen.
Wenn man sich fragt, warum der Absatz der billigen Käse zugenommen hat, dann muss man sich auch in dieser Hinsicht fragen, ob nicht das Schweizervolk zu sehr unserem Volkswirtschaftsminister geglaubt hat, der ihm immer sagte, der Konsument solle preisbewusster werden. Der Konsument ist tatsächlich preisbewusster geworden und hat deshalb eben ausländische Käse gekauft.
Problematisch sind diese Förderungsideen und Förderungsmassnahmen aber auch sonst. Die Wirkung der Preisabschöpfung durch Zollzuschläge wird die sein, dass das Ausland zunehmend zu schweizerischen Preisen offeriert. Das bedeutet, dass die Bundeskasse dann als Differenz nichts mehr einnehmen kann, aber auf der anderen Seite sind doch gewisse Massnahmen in Gang gesetzt worden. Wer soll diese Massnahmen dann bezahlen? Vielleicht der Bund, der bereits mehr als 1,3 Milliarden Franken aufwendet für die Landwirtschaft? Vermutlich nicht, sondern vermutlich doch auch wieder der Konsument. Tatsächlich kann man diese sogenannten Verwertungskosten dann ohne jede Diskussion auf den Preis überwälzen, denn man kann dann auf der anderen Seite die Zollzuschläge nötigenfalls wieder erhöhen. Das Resultat ist für den Konsumenten, dass wir eine billige Imitation ausländischer Käsespezialitäten haben zu einem hohen Preis. Das ist das einzige Resultat dieser Uebung. Billige Imitationen zu hohem Preis kann langfristig auch das Ausland beim Emmentaler fabrizieren und tut das auch heute schon. Deshalb habe ich auch gesagt: Langfristig wird die schweizerische Landwirtschaft durch diesen Beschluss geschädigt, denn wenn das Ausland Gegenmassnahmen trifft, dann ist es um unseren Absatz geschehen. Herr Bundesrat Schaffner hat sich schon immer gegen dieses Begehren gewehrt mit der Begründung: Wer im Glashaus sitzt, soll nicht mit Steinen um sich werfen. Der Kommissionspräsident hat Ihnen auch erklärt, dass wir 52 Prozent des Käses, den wir selber produzieren, exportieren. Wenn nun das Ausland beim Weichkäse dasselbe tut wie wir, wer soll dann diese 52 Prozent Käse essen? Das muss man sich hier auch einmal überlegen. Wenn das Ausland Gegenmassnahmen trifft, dann hat die Landwirtschaft Grund zu Klagen.
Was uns etwas erschüttert hat, ist der Antrag Hofmann, der die Ausrichtung einer Qualitätsprämie verlangt. Ich selber bin nicht ganz unschuldig an dem Begehren nach Bezahlung der Milch nach Qualität, denn ich habe 1968 ein solches Postulat gestellt. Dieses Postulat ist auch verwirklicht worden. Die Qualitätsbezahlung ist aber in der Landwirtschaft ganz und gar nicht beliebt. Ich glaube, Sie erinnern sich noch daran, dass bei der Einführung dieser Milchkontrolle die Milchproben schlicht und einfach verhindert oder verweigert wurden. Ich weiss nicht, ob diese Leute dafür so gute Gründe gehabt haben. Heute soll nun zusätzlich für die gute Qualität ein Zuschlag bezahlt werden. Der Herr Kommissionspräsident hat zwar gesagt, das koste den Bund nichts. Aber es ist rein theoretisch nicht denkbar, dass der Konsument für eine bessere Qualität mehr bezahlt, denn ganz abgesehen davon, dass die Milch ja zusammengeschüttet wird und er nicht mehr sagen kann, er habe gute Qualität, ist es unseres Erachtens doch nicht richtig, wenn man für das Normale, nämlich die gute Qualität, einen Zuschlag bezahlt. Es soll doch für die gute Qualität der normale Preis bezahlt werden und nichts anderes. Bei der schlechten Qualität aber sind Abzüge am Platz. Wenn Sie diesem Antrag Hofmann zustimmen, dem auch die Kommissionsmehrheit zugestimmt hat, kann der Konsument mit Recht annehmen, dass er im Grunde genommen mit seinem Preis eigentlich eine minderwertige Qualität kaufe.
Dabei muss man noch einmal auf das Problem der Lenkung der Milchproduktion hinweisen. Wir sind uns alle bewusst, dass das landesväterliche gute Herz des Herrn Bundespräsidenten ja sehr nah bei «Brugg» schlägt und er deshalb bereit ist, immer den Preisbegehren nachzugeben. Das begreifen wir. Aber wenn man schon die Preise erhöhen muss über den Stand, den der Markt erlaubt, d. h. zu dem die Produktion verkauft werden kann, dann muss man mindestens die Milchmenge im Griff behalten. Das haben wir leider bis heute nicht erreicht.
Wir bitten Sie deshalb im Namen der Kommissionsminderheit, aber auch im Namen der sozialdemokratischen Fraktion, auf diesen Beschluss nicht einzutreten, denn es ist ein weiterer Beschluss, der den Konsumenten zum Handkuss kommen lässt, und zwar für dauernd – das ist das eine –, und es ist zudem ein Beschluss – davon bin ich vollends überzeugt –, der sich langfristig zum Nachteil der schweizerischen Landwirtschaft auswirken wird.

Präsident: Es haben sich zum Eintreten acht Redner gemeldet. Zuerst werden die Fraktionssprecher an die Reihe kommen.

M. **Aubert:** Le groupe libéral apporte son accord au projet qui vous est présenté aujourd'hui. C'est dire qu'il appuie les trois propositions qui y sont contenues et qui sont autant de bases légales.
La première base légale permettra au Conseil fédéral de percevoir des suppléments de prix sur les fromages importés, de manière à réduire, sinon à combler, l'écart qui les sépare des prix des fromages indigènes. Nous ne faisons ici que nous inspirer, avec modération, d'un système qui est pratiqué ailleurs, notamment dans les Communautés économiques européennes. M. Brugger le disait encore hier: «C'est une grande folie de vouloir être sage tout seul.»
La deuxième base légale permettra au Conseil fédéral d'accroître la quantité de lait qui est franche de retenue.

Cette quantité est aujourd'hui de 8000 kilogrammes. Elle pourrait être portée, dans les régions de montagne et éventuellement dans les collines préalpines, à 20 000 kilogrammes. C'est un commencement de différenciation. Nous en sommes très heureux, parce que nous croyons que le problème agricole ne sera pas résolu sans différenciations.

Enfin, la troisième base légale permettra au Conseil fédéral, lors d'une prochaine hausse du prix, de payer une prime à la qualité. Cette proposition, qui émane de notre commission, me paraît plutôt de nature psychologique. Mathématiquement, il n'existe pas une grande différence entre une prime à la qualité et une retenue pour des laits insuffisants. Mais l'écart psychologique nous a semblé assez grand pour justifier cette mesure, à première vue assez curieuse, parce que finalement les agriculteurs sont récompensés pour faire leur devoir (à peu près comme si nous recevions une récompense toutes les fois que nous observons un signal «Stop», mais que nous n'ayons rien à payer lorsque nous le brûlons).

J'aimerais revenir brièvement à la question du fromage. Elle est traitée à l'article 9, lettre *a*. Voici d'abord quelques chiffres: nous produisons en Suisse 100 000 tonnes de fromage; nous en achetons à l'étranger 20 000 tonnes. Nous consommons en Suisse 70 000 tonnes de fromage; nous en vendons à l'étranger 50 000 tonnes. Du point de vue du commerce extérieur, cela signifie que nous importons 20 000 tonnes et que nous exportons 50 000 tonnes. La différence à notre avantage demeure considérable.

Il est évident, toutefois, que certaines importations de fromages étrangers, notamment dans les catégories molles et mi-dures, peuvent faire concurrence à certains produits suisses. Je vais essayer de donner un petit exemple numérique: imaginez le kilo de fromage que nous importons à 5 francs à la frontière; ajoutez-y 1 franc de droits de douane, cela fait 6 francs le kilo. Un fromage de même catégorie produit en Suisse pourrait coûter jusqu'à 14 francs le kilo, ce qui n'est pas étonnant, puisque nous payons le lait 73 centimes le kilo. Le prix de ce fromage suisse est déjà diminué par les contributions de mise en valeur, disons de 14 à 11 francs. C'est pour comprimer cet écart considérable, 6 francs d'un côté, 11 francs de l'autre, qu'il est prévu que le Conseil fédéral pourra percevoir un supplément sur l'importation, dont le produit servira à financer une nouvelle diminution des produits indigènes.

Si, maintenant, nous passons à l'article 4, alinéa 2*bis*, du projet, qui traite de la question du lait, nous nous apercevons que 8000 kilogrammes sont francs de retenue, dans toutes les exploitations, ce qui donne une franchise de 320 francs par an, puisque la retenue a atteint 4 centimes par kilo. Si le Conseil fédéral porte la quantité franche à 20 000 kilos, dans les montagnes et dans les collines préalpines, cela signifie que la franchise passera, pour ces entreprises-là, de 320 à 800 francs par an, d'où une économie pour les bénéficiaires, de 480 francs. Ce n'est pas grand-chose, cela représente 40 francs par mois, mais c'est un commencement de différenciation des prix.

L'article 9 sur le fromage touche, indirectement tout au moins, les consommateurs. L'article 4 sur le lait touche plutôt les agriculteurs et les contribuables. J'aimerais donc saisir l'occasion qui m'est offerte ici pour faire quelques réflexions sur les rapports entre les consommateurs, les agriculteurs et les contribuables.

Commençons par les consommateurs. Je pars d'une idée toute simple, c'est que, à longue vue, les consommateurs ont plus besoin des agriculteurs que les agriculteurs n'ont besoin des consommateurs. Et ma démonstration est d'une parfaite sobriété. Les agriculteurs pourront toujours quitter la terre, s'il leur plaît, au prix de grandes souffrances morales, c'est vrai; mais ils pourront s'arracher à leur terre, ils pourront aller dans les usines, dans les bureaux, tandis que les consommateurs, eux, ne pourront jamais s'arrêter de consommer. On nous répondra: par la division du travail, nous demanderons à d'autres Etats de nous alimenter, nous le demanderons aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, aux Etats de la Communauté économique européenne, nous le demanderons même à l'Union soviétique. Mais oui, cela est possible, tant que le monde est en paix, tant qu'il n'y a pas de crise, tant que les relations internationales ne sont pas perturbées. Mais si un jour l'horizon s'obscurcit, si un jour les frontières se ferment, si un jour – pour reprendre une expression dont l'orthodoxie n'est pas contestable, puisqu'elle figure dans le vocabulaire de M. Mao Tsetung et dans celui de notre collègue M. Oehen – si un jour nous devons compter sur nos propres forces, que feront les consommateurs? Les consommateurs ne mangeront pas de montres – je le regrette, comme Neuchâtelois –, ils ne mangeront pas de machines; ils ne mangeront pas de textiles, ni de colorants, ni même de morceaux de routes nationales; ils ne mangeront pas de livres – j'en connais pourtant de fort substantiels –, ils ne mangeront pas d'instituteurs. Ils mangeront du pain, du sucre, du fromage, et ils seront bien contents de les trouver chez nous.

Il faut être vraiment myope pour vouloir profiter de subventions étrangères, alors que, dans le même moment, des entreprises agricoles indigènes sont menées à la ruine. On entend parfois des consommateurs dire: nous voulons notre fromage à 6 francs, à 7 francs. Eh bien! non, vous n'aurez pas ce fromage à 6 francs, vous ne l'aurez pas à 7 francs, si vous voulez un jour trouver dans votre assiette un peu d'Appenzell, de Tilsit ou de Sbrinz.

Je ne fais pas ces remarques sur les agriculteurs parce que je souhaite qu'ils soient les jardiniers de notre paysage. La fonction des agriculteurs n'est pas liée à l'agrément des villégiateurs, au plaisir des yeux. Il suffirait, pour remplir cet office, de 10 000 fonctionnaires bien instruits, bien équipés et bien payés. Non, si nous avons besoin des agriculteurs, c'est pour qu'ils nous protègent de la faim. C'est à eux que je voudrais m'adresser maintenant.

Ils doivent comprendre les limites du système. Ce système on le trouve dans la loi fédérale sur l'agriculture, laquelle, depuis bientôt un quart de siècle, procède en deux opérations. Tout d'abord, on détermine un revenu jugé souhaitable, on l'établit par comparaison avec les salaires industriels. Ensuite, on fixe et on garantit des prix qui permettent aux agriculteurs d'atteindre, par la vente de leurs produits, le revenu qu'on avait arrêté. Première opération, le but. Deuxième opération, le moyen. La première opération, c'est le calcul de la parité; la deuxième opération, c'est la garantie des prix. Le groupe libéral est d'accord avec le but, tout au moins dans le principe, encore qu'on en puisse discuter les modalités. En revanche, j'émets pour ma part des réserves très sérieuses sur le moyen. Je doute, en effet, que l'on atteigne jamais à la parité des revenus par le système de la garantie des prix; en tout cas pas par des prix uniformes.

Si vous m'accordez encore quelques secondes, je voudrais prendre l'exemple du lait, puisque c'est cette question qui nous occupe aujourd'hui. Le lait est un produit de grande importance pour les paysans: 27 millions de quintaux cette année, 73 centimes le kilo – si l'on ne tient pas compte de la première retenue de 2 centimes –, disons 71 centimes, si vous préférez, cela représente au total environ 2 milliards de francs par an, ce qui fait à peu près le tiers du revenu brut de l'agriculture. On peut donc discuter sur cet exemple.

Convenons d'abord que payer le kilo de lait 73 centimes dépasse les possibilités du marché. Si ce prix est accepté pour le lait qu'on boit, il n'est pas accepté pour le lait qui est transformé en fromage et en beurre. La preuve en est qu'il faut subventionner, jusqu'à concurrence de 20 à 25 centimes par kilo, le lait transformé en fromage ou en beurre, c'est-à-dire 20 millions de quintaux. A raison de 25 centimes par kilo, cela fait 500 millions de francs à la charge du compte laitier et celui-ci est, pour les deux tiers, à la charge du contribuable. Nous avons donc le droit d'en parler ici.

Il faut bien comprendre le système. Lorsque le Conseil fédéral déclare que le kilo se paiera 73 centimes, nous devons nous rappeler qu'il ne peut atteindre ce prix – sauf pour le lait à boire – que compte tenu de 20 à 25 centimes de subvention par kilo. Cela signifie aussi que, si le Conseil fédéral voulait un jour fixer ce prix à 80 centimes, il lui faudrait verser, par kilo, 30 centimes de subvention. Si ce prix était relevé à un franc – pourquoi pas? – cela signifierait que la subvention devrait passer à 50 centimes par kilo. Tel est le système qu'il faut avoir présent à l'esprit.

Ce système suppose évidemment une limite quantitative, qui est aujourd'hui de 27 millions de quintaux; ainsi en a décidé le Conseil fédéral. Cette limite est raisonnable. En effet, les agriculteurs doivent comprendre qu'on ne peut pas garantir, aux prix de subventions sans limites, l'écoulement de quantités supérieures. Ils doivent s'attendre à ce que des retenues soient opérées à partir de 27 millions de quintaux. Je ne comprends pas qu'ils ne comprennent pas cela. Ils auraient pu s'épargner certaines fatigues lundi dernier.

Je voudrais, finalement, vous expliquer pourquoi je ne crois pas qu'un prix uniforme, même subventionné, soit la solution adéquate du problème agricole. 73 centimes c'est un montant trop élevé pour certaines entreprises, insuffisant pour d'autres. 65 centimes conviennent fort bien à certaines entreprises, tandis que d'autres réclament au moins 80 centimes. Que se serait-il produit, si le Conseil fédéral avait poussé le prix du kilo de lait à 80 centimes, au printemps dernier? Il n'y aurait peut-être pas eu de tracteurs sur les routes lundi, mais les contribuables, dont nous sommes, auraient payé, de manière discutable, des rentes substantielles à quelques dizaines de milliers de paysans. Non, ce n'est pas dans cette direction-là que nous parviendrons à un résultat. Avec des prix uniformes, l'agriculture court après son ombre. Elle n'atteindra jamais la parité des revenus.

C'est pourquoi, le seul remède à l'agriculture, je le vois dans une aide complémentaire directe et différenciée; par exemple dans les améliorations foncières; dans les primes pour la garde des unités de gros bétail – ce que nous avons voté au mois de juin –; dans une franchise variable selon les régions – c'est ce que nous vous proposons ce matin –; enfin peut-être, un jour, dans des primes à la surface cultivée, dégressives et inconditionnelles.

Voilà vers quoi nous devons nous acheminer. Je sais bien que les agriculteurs s'en défendent. Ils prétendent que c'est là un geste de charité ou le commencement de la fonctionnarisation. Il faut qu'ils comprennent que ce n'est pas là notre idée. Si nous préconisons l'aide directe, ce n'est ni dans un esprit de charité, ni dans un esprit de domination, c'est par intérêt personnel, c'est parce que nous avons tous besoin d'eux. Nous voulons les soutenir pour qu'ils nous soutiennent à leur tour.

Je vous propose donc d'entrer en matière, de rejeter la proposition de notre collègue M. Stich et d'accepter les trois modifications qui vous sont présentées.

Muff: Im Namen der radikal-demokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen Eintreten und Zustimmung zur vorgeschlagenen Aenderung des Milchwirtschaftsbeschlusses 1971. Wie Sie wissen, liegt das Schwergewicht auf zwei Punkten: einerseits der Erhöhung der Freimenge auf 20 000 Kilo und andererseits der Erhebung von Zollzuschlägen auf importierten Käsen.

Zu Punkt 1: Erhöhung der Freimenge: Diese ist an und für sich unbestritten und wird auch von seiten der Landwirtschaft begrüsst, möchte aber nicht etwa verstanden werden als Beginn eines differenzierten Milchpreises zwischen Berg- und Talbauer, sondern eben als das, was es ist, nämlich ein berechtigtes Entgegenkommen an alle jene Produzenten, die aufgrund von klimatischen, topographischen Verhältnissen eben zur Fleisch- und Milchproduktion gezwungen sind und kein Ausweichen beispielsweise auf den Ackerbau kennen. Es handelt sich demzufolge um eine elastischere und den Gegebenheiten angepasstere Handhabung der ohnehin etwas starren und schematischen Rückbehaltsbestimmungen. Eines wird man dabei allerdings nicht ausser acht lassen dürfen – das hat der Sprechende in der Praxis bereits erfahren –: Man hat die Feststellung gemacht, dass mit Zunahme dieser Einzelmassnahmen, der Schaffung von grösseren Differenzen mit finanziellen Auswirkungen, je grösser diese werden, um so stärker Druck von all jenen Betrieben kommen wird, die ganz knapp an diesen Zonengrenzen liegen und bei der seinerzeitigen Einteilung nicht berücksichtigt werden konnten.

Punkt 2: Erhebung von Zollzuschlägen: War seit den Preisentscheiden des Bundesrates vom April vorübergehend Ruhe in die Agrarpolitik eingekehrt, so hat sich diese Situation mit der Erhöhung des Rückbehaltes, der – dies sei hier festgestellt – nicht zu umgehen war und vom Bundesrat aufgrund der geltenden gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen werden musste, schlagartig geändert. In der dabei entstandenen Diskussion ist die Importpolitik des Bundesrates – übrigens ein altes Anliegen der Landwirtschaft – erneut unter Beschuss geraten. Ich bin daher Herrn Bundespräsident Brugger und seinem Departement zu Dank verpflichtet, dass er die Importpolitik auf dem Käsesektor etwas strenger und kürzer an die Kandare zu nehmen gewillt ist. Die Ausgangslage ist bekannt; ich will Gesagtes nicht wiederholen, aber das Schwergewicht auf die Feststellung legen, dass die Schweiz für den Absatz einheimischer Käse nach wie vor das günstigste Land ist, was die Bundeskasse am wenigsten belastet. Dieses Argument gilt es nach meiner Meinung nicht aus den Augen zu verlieren. Ich bin überzeugt, dass die vorgeschlagene Revision ein taugliches, wirksames und vor allem praktikables Mittel ist (sie hat zudem den Vorteil, elastisch zu sein), um sich den stets und rasch ändernden Verhältnissen in genügendem Masse anzupassen. Die abgeschöpften Mittel werden bekanntlich zur Verbilligung einheimischer Käsesorten eingesetzt. Hier muss ich nun Herrn Stich antworten: Ich glaube – Herr Stich –, Ihr Argumente stechen nicht. Das eine haben Sie selbst dadurch entkräftet, dass Sie zugeben, der Konsument werde per Saldo nicht belastet. All jenen Konsumenten, die den Schweizer Käse bevorzugen, möchte ich diese bevorstehende Verbilligung des einheimischen Käses eigentlich von Herzen gönnen.

Auch Ihr zweites Argument, dass die Landwirtschaft sich auf lange Sicht mit einer derartigen Importpolitik selber schade, trifft meines Erachtens nicht zu. Wir haben es nun doch – ich weiss, dass Sie das nicht gerne hören, aber es muss gesagt sein – beim Zucker erlebt, wie gefährlich es ist, eine Lebenshaltung derart auf importierte Produkte abzustellen, die aus den Herstellerländern mit namhaften Exportzuschüssen in unser Land geschleust werden; eine Situation, die sich schlagartig ändern kann, was wir dann (ich hoffe nicht, dass das zum Dauerzustand werde) am eigenen Leib erleben.

Ich bitte Sie also aus diesen Ueberlegungen, den Nichteintretensantrag Stich abzulehnen und auf die Vorlage einzutreten.

Zum Schluss noch einige Bemerkungen zu einem zentralen Problem, das wahrscheinlich im Vordergrund unserer Diskussion stehen wird: die Frage der Basismilchmenge und die Ueberlieferung im Milchjahr 1973/74. Die Gründe, die dazu führten, dürften weitgehend bekannt sein. Der Rückbehalt, seinerzeit als Druckmittel gegen Ueberlieferungen gedacht, erweist sich eher als stumpfe Waffe. Auch die Appelle des Zentralverbandes sowie des Bauernverbandes sind in der Paxis ohne allzu grosses Echo verhallt. Das mag erstaunen, ist aber verständlich, wenn man die Situation an der «Front» kennt. In zahlreichen Gesprächen mit Produzenten ist deutlich zum Ausdruck gekommen, dass man die Notwendigkeit einer gewissen Reduktion einsieht. Man wäre sogar bereit, hier mitzumachen, wenn man die Gewissheit hätte, langfristig dann nicht be-

straft zu werden. Sie wissen wohl, dass die Frage einer Kontingentierung oder der Vertragsproduktion gewissermassen in der Luft liegt. Nun würde jeder, der heute Mass hält, in einem späteren Zeitpunkt bei solchen Massnahmen dann bestraft, wenn ähnliche Kriterien wie bisher angewendet werden sollten; so sucht sich eben heute jeder gewissermassen «einen Platz an der Sonne».
Es ist noch darauf hinzuweisen, dass die angestrebte Ausdehnung der Ackerfläche (ausgelöst durch eine Preiserhöhung für entsprechende Produkte im April dieses Jahres) natürlich noch nicht voll zur Auswirkung kommen konnte; denn in jenem Zeitpunkt waren die Kulturen für das Erntejahr 1974 bereits bestellt. Ich möchte Herrn Bundespräsident Brugger keine Zusicherungen abringen und weiss auch, dass ich diese im heutigen Zeitpunkt gar nicht erhalten könnte. Es erschiene mir immerhin wertvoll, wenn man auf dem Gebiet der Produktenpreisgestaltung im Getreidesektor (um eine möglichst rasche Wirkung in der Flächenreduktion zu erhalten, was ich als geeignetes Instrument der Produktionslenkung betrachte) diese Preisentscheide frühzeitiger fällen könnte, um eben den Anstoss zur Ausdehnung des Ackerbaues zu verstärken.
Diese Gründe haben unsere Fraktion veranlasst, Ihnen zu beantragen, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Oehen: Unsere heutige Diskussion hat dadurch einen speziellen Hintergrund erhalten, dass gegenwärtig die UNO ihre 29. Generalversammlung abhält. In dieser Generalversammlung hat der amerikanische Präsident Ford gestern in einem Vierpunkteprogramm erklärt, dass alle Länder der Erde ihre Lebensmittelproduktion wesentlich erhöhen müssten. Ausserdem erklärte er, es gehe darum, durch die Preise das Niveau der Produktion anzuregen, d. h. die Produzenten zu ermuntern, mehr zu produzieren, gleichzeitig aber eine Lösung zu suchen, damit die Preise für den Konsumenten tragbar bleiben.
Unsere Fraktion hat sich mit den vorgeschlagenen Aenderungen intensiv befasst und ist willens, ihnen zuzustimmen. Einige Gedanken zu den einzelnen Artikeln:
Wir sind uns vollständig bewusst, dass das Quantitätsproblem besteht. Doch möchten wir dem Bundesrat vorschlagen, dieses Problem im Zusammenhang mit der Futtermitteleinfuhr und der Verwendung dieser Futtermittel im Viehstall zu lösen. Es scheint uns auch noch einiges an Möglichkeiten vorhanden zu sein, um die Verwertung der Milch über den eigenen Stall zu fördern.
Zu Artikel 1 Absatz 4, der neu vorgeschlagen wurde: Ich bin etwas erstaunt über die Interpretation dieses Artikels durch den Herrn Kommissionspräsidenten. Mir scheint, dass der Grundpreis, wie er vom Bundesrat immer neu festgelegt werden muss, eine wirtschaftliche Komponente sei, welche nicht in eine Qualitätskomponente und den eigentlichen Milchpreis aufgespalten werden darf. Die heutige Form des Abzuges ist grundsätzlich sicher richtig, weil der Grundpreis eben für eine konsumtaugliche Milch gedacht ist. Wir stellen aber relativ hohe Ansprüche an unsere Milch. Deshalb ist es gerechtfertigt, sich mit dem Gedanken zu befreunden, für diese Anstrengungen eine Prämie auszurichten. Die Ansprüche, wie wir sie in unserer Qualitätsbezahlung festgelegt haben, sind durchaus erfüllbar; sie sind aber sehr oft deshalb nur schwer erfüllbar, weil die Landwirtschaft von Arbeitskräften ausgepowert ist. Und da ist es sehr leicht, dass durch irgendwelche Faktoren, sei es Uebermüdung oder anderes, irgendetwas in der Hygiene einmal nicht ganz klappt, und dann fliegen die Bauern bei der nächsten Qualitätskontrolle sofort auf die Nase. Deshalb möchte ich dem Herrn Bundespräsidenten den Vorschlag machen, dass in der Ausführung dieses Artikels eine längerfristige Kontrollperiode berücksichtigt wird. Mir würde vorschweben, dass z. B. ein Bauer, der während eines halben Jahres sämtliche Qualitätskriterien der Qualitätskontrolle erfüllt hat, eine Zusatzprämie erhält, also nicht einfach auf die monatliche Kontrolle abgestellt, sondern eine wirkliche Leistungsprämie entwickelt wird.
Zu Artikel 4 Absatz 2bis: Ich glaube, es ist unbestritten, dass diese Hilfe für das Berggebiet richtig am Platze ist.
Zu Artikel 9a: Es ist für einen Käsespezialisten immer wieder peinlich zu hören, unsere Milchwirtschaft sei nicht in der Lage, eine reichhaltige Käsepalette zu entwickeln. Tatsache ist, dass wir auf dem Halbhart- und Weichkäsesektor über 70 sehr gute Sorten in der Schweiz produzieren. Es ist aber ebenso eine Tatsache, dass es bis heute nicht gelungen ist, viele dieser Sorten über ihre lokale Bedeutung hinaus zu entwickeln. Weshalb? Immer wieder wurde unser Land als Abfallkübel der umliegenden Länder missbraucht, immer dann, wenn sie aus irgendeinem Grunde plötzlich Käseüberschüsse hatten, wurden diese zu jedem Preis auf den Schweizer Markt geworfen. Das bringt jeweils einen Weichkäseproduzenten derart in Schwierikeiten, dass er sich in seinen weiteren Dispositionen ausserordentlich vorsichtig verhält. Wenn wir nun die Ausgleichserhebung vorsehen, wie sie jetzt im Artikel 9a geplant ist, werden wir die Grundlage dafür schaffen, dass die Käseproduzenten eine Ausdehnung ihrer Spezialprodukte ohne untragbare Risiken realisieren können.
Die Kommission des Nationalrates hat einen Zusatz formuliert, nämlich «soweit diese rationell hergestellt werden». Ich möchte davor warnen, diesen eingeschobenen Satz so zu interpretieren, dass das nur in Grossbetrieben möglich wäre. Die Nachbarstaaten haben diese Ideologie zum Teil sehr teuer bezahlt, indem sie nachträglich feststellen mussten, dass zwar die Qualitätsprobleme sehr stark anstiegen, die Kosten aber nur verlagert wurden. Wir haben vor einigen Jahren Grossbetriebe im Allgäu mit gutgeführten schweizerischen Mittelstandsbetrieben verglichen und konnten feststellen, dass pro eingesetzten Menschen genau gleich viel Milch verarbeitet werden kann. Nur ist es bei uns so, dass der Fachmann vielseitige Arbeit leistet, während auf der anderen Seite Spezialisten – Chauffeure, Mechaniker, Buchhalter usw. – mit in die Rechnung einbezogen werden müssen. Mir scheint, dass man die Betriebsgrösse in diesem Zusammenhang ungefähr so eingrenzen sollte, dass der Betrieb zwar die nötige Grösse haben muss, damit die technischen Rationalisierungsmöglichkeiten ausgenutzt werden können, dass man aber gleichzeitig beachten muss, dass nicht einfach Kostenverlagerungen auf das Transportgewerbe usw. stattfinden. Ausserdem ist es von grösster Bedeutung, dass man sich immer bewusst bleibt, dass der Ueberblick über das Milchproduktionsgebiet des Verarbeitungsbetriebes gewahrt werden muss.
Gestatten Sie, dass ich mich noch kurz mit dem Nichteintretensantrag von Herrn Kollega Stich beschäftige. Er hat die Demonstrationen unserer Bauern während der letzten Tage in sehr kritischer Art – wenn ich dem so sagen darf – gewürdigt. Ich kann diese Beurteilung nicht akzeptieren. Unsere Landwirte sind durch die galoppierende Inflation, durch die steigenden Hypothekarzinse, durch die explodierenden Hilfsstoffpreise ganz eindeutig in eine ungeheuer schwierige Situation hineingerutscht. Es ist nicht ihre Schuld; sie sind nicht schuld, dass die Inflation nicht gestoppt werden konnte; aber ihre Produktionspreise sind politische Preise, sind fixiert, können also nicht einfach erhöht werden, wenn ihre Ausgangspreise, ihre Hilfsstoffpreise in die Höhe schnellen. Sie alle wissen, dass auf dem Düngemittelsektor, auf dem Futtermittelsektor in den letzten Monaten Preissteigerungen festzustellen waren, die zum Teil 100 bis 200 Prozent erreichten. Glauben Sie tatsächlich, dass die Leute einfach warten, bis sie finanziell zugrundegehen, bevor sie sich wehren? Das kann man von ihnen nicht verlangen. Herr Stich, glauben Sie wirklich, dass die Abwanderung aus der Landwirtschaft auf die hervorragende wirtschaftliche Lage zurückzuführen sei? Glauben Sie, dass die zahllosen fünfzigjährigen abgekrampften Bauern und ihre überlasteten Frauen wegen dem leichten Geldverdienen so sind? Glauben Sie, dass

der ungeheure Rückstand bei den Gebäudesanierungen in der Landwirtschaft auf zuviel Sparkapital in der Landwirtschaft zurückgeführt werden müsse? Haben Sie den Eindruck, der Bauer verjuble sein Geld? Ich habe ihn nicht. Wieso die Verlagerungen auf die Milchwirtschaft, wie wir sie tatsächlich feststellen müssen? Herr Muff hat darauf hingewiesen: Es gibt grosse Teile unseres Landes, die gar keine andere Wahl haben, es bleibt ihnen nur die Veredlungswirtschaft über das Tier, also Milch- und Fleischproduktion. Es gibt aber auch kaum ein anderes Gebiet, wo der Bauer noch gewisse Steigerungsmöglichkeiten über die Quantität finden konnte, um aus seinem finanziellen Engpass herauszukommen. Es wird immer wieder darauf hingewiesen: Wir bezahlen über eine Milliarde an die Landwirtschaft. Wenn Sie den Zuckerpreis und seine Entwicklung der letzten Monate beurteilen, wenn Sie Ueberlegungen anstellen, wie sich bereits und für die Zukunft die Getreidepreise entwickeln können und entwikkeln werden, dann werden Sie mir zugeben, dass diese Rechnung etwas kurzsichtig ist und nicht ganz stimmt.
Und ein Letztes: Herr Stich, Sie haben davon gesprochen, man stelle in der Schweiz billige Imitationen ausländischer Käse zu teuren Preisen her. Ich bin heute nicht mehr in der Milchwirtschaft, ich darf deshalb unbelastet reden: Sie haben mir damit das Blut in den Kopf gejagt, und deshalb bin ich erregt. Das ist eine Beleidigung der schweizerischen Milchwirtschaft. Als Fachmann kann man feststellen, dass in der Schweiz ungeheuer viel Goodwill in die Produktion hineingesteckt und hervorragende Arbeit geleistet wird. Es ist einfach nicht wahr. Hingegen können wir feststellen, dass Ihre Interpretation der Verhältnisse in bezug auf Emmentalerkäse mit umgekehrten Vorzeichen tatsächlich stimmt.
Ich bitte Sie, diesen wohlabgewogenen Vorschlag der Abänderung des Milchwirtschaftsbeschlusses anzunehmen und den Antrag Stich abzulehnen.

Frau **Meyer** Helen: Gestatten Sie, wenn ich auch nicht aus bäuerlichen Kreisen komme, dass ich mich im Auftrag meiner Fraktion im speziellen zum Preiszuschlag auf Importkäse sowie zur Prämiierung der Verkaufsmilch erster Qualitätsklasse, welcher von der Kommissionsmehrheit beantragt wird, äussere, und zwar aus der Sicht der Konsumenten.
Die Konsumentenorganisationen, die in der Eidgenössischen Kommission für Konsumentenfragen vertreten und befragt worden sind, äusserten sich mehrheitlich zustimmend zur Frage «Preiszuschläge auf Importkäse», wenn dadurch dessen Kontingentierung verhindert werden kann, und vorausgesetzt, dass die erzielten Einnahmen zweckgebunden verwertet werden, also für die Verbilligung der einheimischen Produktion. Denn es wird als selbstverständlich betrachtet, dass wir alles tun müssen, damit der Schweizer Käse preislich konkurrenzfähig ist. Aber auch in Konsumentenkreisen ist man sich durchaus klar, dass eine Absatzsteigerung nicht allein vom Preis abhängig sein wird. In unserem Land werden, wie wir bereits gehört haben, mehr als 100 Sorten Käse hergestellt. Aber die Auswahl im Laden lässt oft zu wünschen übrig. Im Lebensmittelgeschäft sollte ein genügend grosses Sortiment – erstens hoher Qualität, zweitens verkaufsfreundlich verpackt und drittens als Schweizer Käse gut gekennzeichnet – vorhanden sein. Wenn wir wissen, dass ein käseproduzierender Nachbarstaat für die Schweiz über ein höheres Werbebudget verfügt als wir, müsste eventuell doch auch dieser Frage vermehrte Beachtung geschenkt werden.
Noch kurz zur Qualitätsprämiierung der Milch: Die Konsumentenorganisationen haben sich bekanntlich schon immer für die Förderung der Qualität der Milch wie auch für eine rechte Bezahlung eingesetzt. Ein Prämiierungssystem, wie beantragt, dürfte deshalb ganz im Konsumenteninteresse liegen. Dass Milch, welche bezüglich Aussehen und Geschmack, hygienischer Beschaffenheit, Haltbarkeit und wie die Kriterien alle heissen, allen Anforderungen entspricht, besserer Einrichtungen bedarf und mehr Arbeit verursacht, leuchtet sogar einem Städter ein. Es gibt natürlich verschiedene Wege zum Ziel. Wenn ein Qualitätsrappen seinen Zweck erfüllt, die Milchproduktion bester Klasse noch mehr ansteigen zu lassen, ist er selbst in Sparmassnahmen-Zeiten gut angelegt. Ich empfehle Ihnen deshalb, auch im Namen der christlichdemokratischen Fraktion, Eintreten auf diese Vorlage und ihr vollumfänglich zuzustimmen.

Biel: Wenn bei einem Problem soviel bäuerliche Sprecher engagiert und in der Kommission so «dick» vertreten sind und dann noch Präsident und Referent stellen, dann ist es zweifellos keine konsumentenfreundliche Massnahme, die wir hier behandeln. Mit der vorliegenden Revision des Milchwirtschaftsbeschlusses wird nämlich die letzte freie Versorgungsmöglichkeit für Nahrungsmittel auch noch aufgehoben. Gestern hat die Mehrheit dieses Rates einer anderen Massnahme zugestimmt; das war die zweitletzte freie Beschaffungsmöglichkeit. Das wollen wir hier mit aller Deutlichkeit festhalten. All das war für mich der Grund, dass ich mit Kollege Stich und mit Kollege Schütz zusammen Ihnen hier – im übrigen auch noch im Namen unserer Fraktion – Nichteintreten auf diese Vorlage beantrage.
Entgegen allen Versprechungen und allen Absichten hat die Produktionslenkung im Gebiete der Milch versagt. Das können Sie nicht bestreiten. Der Aufwand für die Bundeskasse ist besorgniserregend hoch geworden, so hoch, dass er meines Erachtens nicht mehr verantwortbar ist. Wenn Sie in einem Jahr zwischen 500 und 600 Millionen für Ueberschussverwertung ausgeben müssen, dann mahnt das doch zum Aufsehen. Unter dem Druck der landwirtschaftlichen Vertreter ist bei der letzten Revision des Milchwirtschaftsbeschlusses unter anderem auch in diesem Saal alles getan worden, um die vom Bundesrat beantragten schärferen Lenkungsmassnahmen abzustoppen. Man hat den Vorwegbeitrag wesentlich über die bundesrätlichen Anträge erhöht; man hat ausdrücklich die Möglichkeit der Erhöhung des Milchrappen-Rückbehaltes begrenzt, und wenn der Bundesrat von seinen ganz begrenzten Befugnissen Gebrauch macht, kommt man mit Traktoren, Güllenwagen und anderem Zeug und demonstriert und fordert die Absetzung der Funktionäre der Abteilung für Landwirtschaft, die nichts anderes tun, als sich abmühen, in dieser schwierigen Lage eine möglichst tragbare, vernünftige Lösung zu finden. Das ist die politische Lage, wie sie sich heute darlegt.
Allerdings – das muss ich auch sagen – ist der Bundesrat wieder einmal zu grosszügig gewesen. Aber wie Sie gesehen haben, honoriert man nicht einmal das. Der Bundesrat hat durch die Erhöhung der Basismilchmenge und durch die Preiserhöhung der Landwirtschaft ein grosses Entgegenkommen geboten. Diese Einkommensverbesserung ist manifest. Deshalb halte ich es für völlig verfehlt, dass man nun ausgerechnet diejenigen noch angreift, die einem geholfen haben.
Im Zentrum der ganzen Milchwirtschaftsprobleme steht natürlich die Futtermittelpolitik. Wir haben gehört – Sie können es auch in der Botschaft nachlesen –, dass die Futtermittelimporte kräftig zugenommen haben. 1973 wurden 20 Prozent mehr eingeführt als im Durchschnitt der beiden Vorjahre. Nach den Schätzungen der Fachleute soll gegen ein Fünftel dieser Futtermittel im Kuhstall verwendet worden sein. Ich kann das nicht nachprüfen; aber es wird schon so sein, wenn man diese Schätzungen anstellt, und vor allem, wenn man die Entwicklung der Milchproduktion verfolgt. Das heisst mit anderen Worten: Wir müssen dafür sorgen, dass die Futtermittelbewirtschaftung revidiert wird. Ich hatte schon wiederholt Gelegenheit, darüber hier im Rat einige Bemerkungen anzubringen. Meines Erachtens gibt es nichts anderes, als zuerst vor allem einmal die individuellen Einfuhrkontingente, die nur den Direktinteressierten ungerechtfertigte Gewinne verschaffen, aufzuheben. Auf der anderen Seite müssen wir kräftige

Preiszuschläge auf Futtermitteln erheben, um die Verwendung im Kuhstall unrentabel zu machen.
Es gibt nun zwei Möglichkeiten, wie man hier vorgehen kann. Die eine wäre, dass man einen Teil der Futtermittel – vielleicht denjenigen, den man mit hohen Preiszuschlägen belegt – anders färbt und die Verwendung durch Stichproben kontrolliert. Eine andere Möglichkeit würde darin bestehen – ich habe sie hier auch schon dargelegt –, dass man Rückerstattungen gibt nach Schlachtung der Tiere, je nach Kategorie, um die Fleischproduktion nicht künstlich zu verteuern, nur weil die Gefahr besteht, dass man zuviele Futtermittel im Kuhstall verwendet.
Das wären also die sich bietenden Möglichkeiten. Denn was wir heute tun mit diesen gewaltigen Futtermittelimporten, entspricht ja einem Anbau im Ausland von gegen 300 000 ha. Da muss man sich schon fragen, ob es sinnvoll sei, derart auf ausländische Futtermittelflächen zurückzugreifen und sich hier gleichzeitig den Kopf darüber zu zerbrechen, wie man die Bebauung gewisser Gebiete sicherstellen wolle. Das zeigt doch, dass etwas nicht stimmt. Wahrscheinlich gibt es nichts anderes, als in diesen ausgesprochenen Milchwirtschaftsgebieten zurückzukehren zur extensiveren Bewirtschaftung aufgrund der eigenen Futterbasis.

Heute geht es darum, wieder einmal die Grössenordnungen zu sehen. Nach allem, was wir nun gehört haben, könnte man glauben, die Käseimporte seien an der Misere schuld. Die absoluten Grössenordnungen zeigen aber ein anderes Bild: Die schweizerischen Käseexporte haben von 1960 bis 1973 um 21 000 Tonnen zugenommen, die Importe in der gleichen Zeit um etwas mehr als 13 000 Tonnen. Die Exporte haben also absolut immer noch mehr zugenommen als die Importe, und der Inlandkonsum einheimischer Käse hat in der gleichen Zeit immerhin noch um fast 7000 Tonnen zugenommen. Man darf also nicht behaupten, dass der Absatz von Schweizer Käse durch den Import ausländischer Produkte gefährdet worden sei.

Warum mehr Käse importiert wurde, ist bereits dargelegt worden: Die Konsumgewohnheiten haben sich geändert. Sie können nun einmal einen Schweizer nicht dazu zwingen, Emmentaler zu essen, wenn er lieber Roquefort oder Reblochon hat. Unsere schweizerische Landwirtschaft ist im übrigen sehr darauf angewiesen, einen Teil ihrer Produktion an Käse exportieren zu können; beim Emmentaler macht das ja mehr als 70 Prozent aus. Wir müssen also schon aus handelspolitischen Ueberlegungen vorsichtig sein, wenn gegen Importe etwas unternommen werden soll.

Was bleibt dann an dieser Vorlage? Für uns ist es eindeutig: Es besteht die Absicht, Importkäse durch Preiszuschläge zu verteuern. Ob aber auf der anderen Seite der Konsument von den angestrebten Verbilligungen etwas spürt, wage ich eher zu bezweifeln. Man wird uns dann einfach sagen, ohne die Subventionen wäre der Inlandkäse noch teurer. Ob wirklich eine echte Verbilligung möglich ist, müssen wir hier nach all den Erfahrungen auf diesem Gebiet eher bezweifeln.

Es dürfte ja nicht dabei bleiben. Vertreter der Landwirtschaft haben in der Kommission deutlich erklärt, dass Preiszuschläge nur eine vorübergehende Lösung seien und sie nach wie vor die Absicht hätten, mit allen Mitteln dafür zu sorgen, dass auch beim Käse zum Leistungssystem übergegangen werde. Das hätte zur Folge, dass dann die Lenkung des Speisezettels für den Konsumenten vollkommen wäre; denn dann würde Gewähr bestehen, dass alles im Inland Produzierte abgesetzt werden könne. Ob es dann jenen, die das konsumieren sollen, gefällt oder nicht, wäre gleichgültig. Herr Barras hat an seinen Absichten in dieser Beziehung keinen Zweifel offengelassen. Deshalb möchte ich hier darauf aufmerksam machen, dass es sich nur um einen vorübergehenden Versuch handelt. Wir wissen genau, dass es weitergehen soll; an den Konsumenten denkt man immer zuletzt.

Der Schweizer Konsument leistet aber schon heute über die Preise und die Steuern einen kräftigen Beitrag an die Landwirtschaft. Er hat deshalb ein Recht darauf, dass ihm dann mindestens nicht noch der Speisezettel – wenn auch indirekt vorgeschrieben wird.
Aus diesen Gründen beantragen wir Ihnen, auf diese Vorlage nicht einzutreten und zum mindesten diese bescheidene freie Versorgungsmöglichkeit für den Schweizer Konsumenten offenzulassen.

Hofmann: Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei stimmt der Aenderung des Milchwirtschaftsbeschlusses zu, wie sie vom Bundesrat beantragt wird. Unsere Fraktion lehnt den Nichteintretensantrag ab.
Bei dieser Vorlage geht es um drei Punkte: Erstens Freimenge, zweitens Preiszuschläge und drittens Qualitätsprämie. Die Erhöhung der Freimenge für die voralpine Hügelzone und die Bergzone befürworten wir aus einkommenspolitischen Gründen. Dort haben wir Betriebe, die die grösste Differenz im Arbeitsverdienst zum Paritätslohnanspruch haben. Dadurch kommen wir zu einer gewissen Milchpreisdifferenzierung zwischen diesen Zonen einerseits und der Talzone andererseits. Die Erhöhung der Freimenge hat auch einen gewissen produktionslenkenden Effekt, indem unter gewissen Bedingungen die Entlastung im Rückbehalt bei der voralpinen und der Bergzone zulasten der Talbauern geht.
Der Schwerpunkt dieser Vorlage findet sich zweifellos bei den Preiszuschlägen, und diesbezüglich sind verschiedene Gesichtspunkte möglich: Jener der Landwirtschaft, jener des Bundes und schliesslich jener des Konsumenten. Für die Landwirtschaft besteht einfach die Tatsache, dass weite Gebiete unseres Landes sich für den Ackerbau nicht eignen, sondern nur für die Rauhfutterproduktion. Dieses Produkt können wir aber nur über die Fleisch- oder Milcherzeugung nutzen. Je mehr Käse importiert wird, desto mehr Käse aus einheimischer Milch wird auf dem Markt verdrängt. Deshalb geht es bei der Landwirtschaft hier auch um die Frage der Basismenge. Wir wissen, dass nicht nur die Importe, sondern ebenfalls die Exporte an Käse gestiegen sind, aber der sicherste Markt für die Landwirtschaft ist der Inlandmarkt. Wir haben es gerade beim Käseexport nach Italien dieses Jahr erlebt, wie fraglich zeitweise diese Exporte sein können, und deshalb legt die Landwirtschaft Wert darauf, dass sie sich einen möglichst grossen Anteil am Inlandkäseabsatz sichern kann.
Für den Bund geht es um eine Entlastung der Milchrechnung. Erstens einmal: Je billiger der Käse importiert werden kann, um so mehr muss unsere Inlandware verbilligt werden. Die hohen Verluste in der Milchrechnung sind zum Teil darauf zurückzuführen, dass wir die Inlandware stark verbilligen müssen, weil sie durch unterpreisige Importe konkurrenziert wird. Es geht aber für den Bund ferner um das Problem der komparativen Kosten. In unserer Gesetzgebung ist der sogenannte Käse-Butter-Plan verankert, der klar sagt, dass es für uns volkswirtschaftlich vorteilhafter ist, möglichst viel Käse zu produzieren und dafür Butter zu importieren. Je mehr Käse wir im Inland absetzen können, um so mehr können wir, wenn die eigene Milchproduktion nicht zu hoch ist, Butter preisgünstig importieren und damit die Milchrechnung des Bundes entlasten. Wenn uns also die Finanzen am Herzen liegen, wie sie in der Milchrechnung auftreten, dann ist diese Vorlage gewiss als Entlastungsvorlage zu betrachten.
Drittens, der Gesichtspunkt des Konsumenten. Dazu möchte ich erklären, dass für den Konsumenten der Warenkorb weiterhin offen bleibt. Die Käseimporte werden nicht verboten, die Preiszuschläge werden nur soweit erhoben, dass die Auslandkäse im Verkauf den Engrospreisen der Inlandkäse entsprechen. Damit bleibt die Qualitätskonkurrenz erhalten. Wir können unseren Schweizer Käse auch künftig nur vermarkten, wenn er dem ausländischen qualitativ mindestens ebenbürtig ist.

Wesentlich für die Konsumenten ist der Umstand, dass die Preiszuschläge für die Verbilligung der Inlandware eingesetzt werden. Das ist ein Vorteil gegenüber der bisherigen Regelung bei den Käseabkommen, durch die man das Ausland veranlasst, hat, zum Teil höherpreisig zu liefern, um den Inlandmarkt weniger zu konkurrenzieren. Es ist sicher nicht zu bestreiten, dass sich durch das vorgeschlagene System für den Konsumenten eine gewisse Verteuerung ergibt in dem Ausmasse, wie die Importe zurückgehen. Das ist unbestreitbar, aber es ist so, dass auch namhafte Konsumentenorganisationen diese Lösung als tragbar bezeichnet haben. Ich erwähne z. B. den Schweizerischen Konsumentenbund, der im «Bund» Nummer 60 vom 13. März 1974 sagt: «Wir meinen, dass gegen den vom Bundesrat vorgeschlagenen Ausweg auch vom Konsumentenstandpunkt kaum sehr viel einzuwenden sei.» Es ist nicht so, wie gesagt worden ist, dass die Landwirtschaft wiederum die Einführung des Leistungssystems fordert, wenn wir dieses Preiszuschlagsystem haben. Aber ich möchte erklären: Wenn dieses Preiszuschlagsystem abgelehnt wird, müssten wir auf die Frage des Leistungssystems zurückkommen.

Es wurde viel auf die Konsumgewohnheiten hingewiesen. Wir wissen, dass sich diese geändert haben. Die Nachfrage nach Hartkäse geht zurück, die Nachfrage nach Weichkäse und nach Halbhartkäse nimmt zu. Diese Vorlage ermöglicht der schweizerischen Landwirtschaft, sich den neuen Konsumgewohnheiten anzupassen und in der Zukunft vermehrt Weich- und Halbhartkäse zu produzieren. Warum hatten wir bisher nur eine schwach entwickelte Weichkäseproduktion in der Schweiz? Erstens einmal, weil wir keine Verbilligungsmöglichkeiten hatten für diese inländische Ware, bis vor einem Jahr die Zollzuschläge hiefür eingesetzt werden konnten, und zweitens sind für die Weichkäseproduktion sehr kostspielige Investitionen notwendig. Wenn die Weichkäse produziert sind, müssen sie innerhalb von zwei bis drei Wochen abgesetzt werden, sonst verderben sie. Nun hat sich in der Vergangenheit vielfach gezeigt, dass, wenn grosse Importschübe gekommen sind, die einheimischen Fabrikanten ihre Ware, weil keine Verbilligungen über die Milchrechnung möglich waren, nur mit grossen Verlusten absetzen konnten. Deshalb konnten wir die schweizerische Weichkäseerzeugung zu wenig entwickeln. Wir dürfen aber feststellen, dass seit dem letzten Jahr, weil wir die Zollzuschläge für die Verbilligung der inländischen Weichkäse einsetzen können, die Weichkäseproduktion in Zusammenarbeit mit dem Bund, mit der Abteilung für Landwirtschaft – ich möchte das verdanken – namhaft entwickelt werden konnte. Die schweizerische Landwirtschaft hat zahlreiche neue Sorten auf den Markt gebracht. Ich möchte den Grossverteilerorganisationen (Coop, Migros, Usego und anderen) danken, dass sie diese schweizerischen Weichkäse, wenn sie sie nicht teurer bekommen als die ausländischen, den ausländischen vorziehen. Wir dürfen ferner sagen, dass im übrigen auch für den Konsumenten die Lösung tragbar ist: Der Warenkorb bleibt weiterhin reichhaltig, die Qualitätskonkurrenz bleibt bestehen, Käsespezialitäten werden dem Schweizer Konsumenten nicht vorenthalten, er kann weiterhin seinen Gorgonzola und seinen Roquefort konsumieren. Es ist einzig so, dass sich die schweizerische Milchwirtschaft bemüht, diejenigen ausländischen Käsesorten vom Inlandmarkt zu verdrängen, die sie in mindestens ebenso guter Qualität herstellen kann.

An und für sich bedaure ich es immer wieder, dass ich mich hier mit den Kollegen der Arbeitnehmer auseinandersetzen muss, denn es geht bei allen, beim Bauern und beim Arbeitnehmer, um den gerechten Anteil am Bruttosozialprodukt. Und so wie ich mit Ueberzeugung dafür eintrete, dass der schweizerische Arbeitnehmer gegen die Konkurrenz billiger ausländischer Arbeitskräfte abgeschirmt ist, so möchte ich Sie doch auch bitten, dass Sie hier einer gewissen Abschirmung der Landwirtschaft zustimmen, denn was für den Arbeiter der Lohn ist, ist für die Landwirtschaft der Preis.

Es wurde gesagt, die Landwirtschaft werde durch diese Vorlage geschädigt. Das möchten wir zurückweisen. Im Gegenteil, sie zieht einen Nutzen daraus: Die schweizerische Milchwirtschaft kann die Weichkäseproduktion entwickeln, und dafür werden auch die Konsumenten eines Tages dankbar sein, und im Export ist dieses System negoziabel. Das war auch der Grund, weshalb der Bund es dem Leistungssystem vorgezogen hat. Die EWG wendet eine viel straffere Einfuhrregelung an. Wenn wir Weichkäse nach der EWG exportieren wollen, erhebt sie eine Abschöpfung, die den fünf-, sechs-, sieben-, achtfachen Betrag dessen ausmacht, was wir auf Weichkäse aus der EWG erheben. Ich bin überzeugt, dass die Handelsabteilung des EVD dieses System so handhaben wird, dass unsere Exporte nicht gefährdet sind.

Ich möchte noch persönlich etwas zur Qualitätsprämie sagen. Sie haben sicher gedacht, da will nun die Milchwirtschaft wieder eine Sonderwurst. Es handelt sich aber nicht darum. Wir dürfen feststellen, dass wir einmal das schweizerische Milchlieferungsregulativ besitzen, in dem genau vorgeschrieben ist, welche Milch in den Verkehr gebracht werden darf und welche nicht. Innerhalb der konsumtauglichen Milch nimmt man die Qualitätsbezahlung vor. Der Bundesrat hat im Jahre 1967 dem Zentralverband schweizerischer Milchproduzenten drei Aufträge erteilt: erstens die Qualitätskontrolle der Milch zu zentralisieren, zweitens zu vereinheitlichen und drittens zu verschärfen. Früher erfolgte die Qualitätskontrolle der Milch in den Sammelstellen, bei den Käsern. Das war nicht in Ordnung, denn der Käser steht in einem gewissen Abhängigkeitsverhältnis zum Bauern, auch der Leiter der Sammelstelle. Also musste man diese Qualitätskontrolle aus der Sammelstelle, aus der Käserei herausnehmen. Man hat seit 1968 26 Zentrallaboratorien in der Schweiz geschaffen, die modern ausgerüstet sind und in denen hauptamtliches Personal die Milch kontrolliert.

Was zweitens die Vereinheitlichung der Qualitätsbezahlung betrifft, hatten wir früher unterschiedliche Qualitätsbezahlungsarten zwischen der Westschweiz und der deutschen Schweiz, zwischen Konsummilch, Käsereimilch, Industriemilch. Zusammen mit der Wissenschaft hat man nun ein einheitliches System erarbeitet. Es werden kontrolliert: erstens der Gehalt an somatischen Zellen, d. h. die Eutergesundheit; zweitens die sensorisch wahrnehmbaren Eigenschaften: Geruch, Geschmack und Aussehen; drittens der Bakteriengehalt, womit man die Hygiene und die Haltbarkeit prüft; viertens der Antibiotika-Nachweis.

Ich kann Ihnen das Schreiben von Professor Zollikofer übergeben, der bei der Ausarbeitung des neuen Qualitäts-Bezahlungssystems namhaft mitgewirkt hat, und der darin bestätigt, dass es in Europa in keinem anderen Lande ein so strenges System gibt.

Warum nun eine Qualitätsprämie? Der Bundesrat hat dem Zentralverband auch den Auftrag erteilt, die Qualitätsbezahlung zu verschärfen. Nach dem früheren Punktsystem konnte eine schlechte Milchlieferung durch eine gute ausgeglichen werden. Das gibt es heute nicht mehr. Es gibt bei Beanstandungen der Milch pro Qualitätsmerkmal einen Preisabzug und zwar auf der gesamten Monatsmilch. Der Bund und der Zentralverband haben in den letzten Jahren diese Verschärfung vorgenommen; wie Sie wissen, ist es jedesmal zu einer grossen Opposition in bäuerlichen Kreisen und auch zu Demonstrationen gekommen. Das ist der Grund, weshalb die Milchwirtschaft findet, wir sollten ein System haben, bei dem wir nicht nur Strafen durchführen müssen, sondern bei dem wir doch auch eine gewisse Belohnung austeilen können, wenn sämtliche Qualitätskriterien in Ordnung sind. Wir sehen die Lösung so, dass im Rahmen einer nächsten Grundpreiserhöhung der Preis einerseits erhöht, andererseits eine Prämie gewährt wird, wenn alle Kriterien erfüllt sind. Dadurch wird jedes Merkmal aufgewertet. Nun möchte ich noch betonen, dass der

Zentralverband sich immer für die Qualitätskontrolle eingesetzt hat. Als ich wusste, dass sich in der Landwirtschaft eine gewisse Opposition abzeichnet, hat der Zentralverband am 9. September ein Communiqué herausgegeben und darin ausdrücklich erklärt: «Der Zentralverband Schweizerischer Milchproduzenten wendet sich mit Entschiedenheit gegen allfällige bäuerliche Aktionen, die erneut das verbesserte Qualitätsbezahlungssystem der Milch in Misskredit bringen wollen. Das neue Qualitätsbezahlungssystem dient sowohl den Milchproduzenten wie dem Konsumenten.» Der Zentralverband hat sich aber im Communiqué vom 9. September – und das möchte ich auch hervorheben – von allen allfällig illegalen Aktionen, die von bäuerlichen Kreisen im Zusammenhang mit der Erhöhung des Milchpreisrückbehaltes geplant oder unternommen werden, mit Entschiedenheit distanziert. Wir haben erklärt, dass die Höhe des Rückbehaltes sich jeweils aus dem Milchwirtschaftsbeschluss ergibt, und wir haben ferner anerkannt, dass der Bundesrat an diesen Beschluss gebunden ist. Ich habe am 9. September nachmittags um 16.15 Uhr die Tagesschau ersucht, diese Erklärung in der Tagesschau abgeben zu dürfen. Ich habe die Antenne ersucht, ob ich dort diese Erklärung abgeben dürfte. Ich habe erklärt: Der Zentralverband steht auf dem Boden der Legalität. Persönlich werde ich alles ablehnen, was illegal ist, eher werde ich meine Stelle verlassen. Man hat mir damals erklärt, dass ich leider nicht an die Tagesschau und an die Antenne kommen könne. Ich bedaure das. Wenn ich eine illegale Aktion ausgelöst hätte, hätte man mir das Wort wahrscheinlich erteilt. Soweit sind wir heute leider bei gewissen Personen unserer Massenmedien. Wenn man für die Legalität kämpft, dann kommt man nicht zum Wort. Ich bin vom Fernsehen, der Tagesschau, der Antenne in der ganzen Frage der Qualitätsbezahlung der Milch nie angehört worden. Aber alle, die zu illegalen Methoden greifen, lässt man an den Massenmedien erscheinen. Das möchte ich doch auch sagen.

Im übrigen weiss ich, dass die landwirtschaftliche Produktionslenkung ein komplexes Problem ist. Die Zeit erlaubt es nicht, darauf einzutreten. Sie dürfen sicher sein, dass der Zentralverband dem Bund mithilft, die Milchproduktion im Griffe zu halten. Wenn wir mit dem Bund auch gewisse Meinungsunterschiede in bezug auf die Produktionslenkung haben, so sind wir doch mit dem Bundesrat bereit, zu prüfen, was man im Rahmen der indirekten Massnahmen zur Produktionslenkung noch ausschöpfen kann, und wenn diese voll ausgeschöpft sind und der Milchstrom immer noch zu weit fliessen sollte, dann dürfen wir vor einer Kontingentierung nicht zurückschrecken.

Wenn ich die genannte Qualitätsprämie in der Kommission beantragt habe, so deshalb, weil ich sehe, wie schwer der Kampf um die Legalität auch in der Landwirtschaft ist, und weil Sie mit dieser Qualitätsprämie den Kampf um die Legalität erleichtern, weil wir damit auch die Guten einmal belohnen können, so dass sich nicht nur immer die Unzufriedenen zum Worte melden werden.

In diesem Sinne bitte ich Sie, dieser Vorlage zuzustimmen.

M. **Thévoz:** Les travaux ayant trait à la modification de l'arrêté sur l'économie laitière tombent à un moment où l'agriculture est à nouveau sensibilisée par l'évolution générale de la situation économique. Les prix poursuivent leur ascension dans tous les secteurs et touchent durement les agents de production qui lui sont indispensables. Si les adaptations des prix agricoles, consentis ce printemps par le Conseil fédéral, ont été les bienvenus, il n'en demeure pas moins que toute atteinte ultérieure portée au revenu de l'agriculture est ressentie comme une injustice par les paysans qui constatent par ailleurs que les salaires sont régulièrement et automatiquement indexés à la hausse du coût de la vie. Aussi n'est-il guère étonnant que la récente décision du Conseil fédéral portant de 2,4 à 4 centimes par kilo la retenue sur le prix du lait payé au producteur ait provoqué de vives réactions.

Certes, la production laitière a bénéficié, ces derniers mois, de conditions naturelles favorables qui n'expliquent pas à elles seules le fait que le plafond des 27 millions de quintaux ait été dépassé, provoquant par là même automatiquement, en vertu des dispositions légales, l'aggravation de la retenue. L'importation abusive de fourrage concentré étranger a elle aussi joué un rôle dans ce résultat qui a amené le Conseil fédéral à pénaliser sans discrimination l'ensemble des producteurs, qu'ils aient été raisonnables ou non.

C'est bien pourquoi la Chambre vaudoise de l'agriculture, porte-parole autorisé et incontesté des agriculteurs de notre canton, a pu qualifier la récente décision gouvernementale de légale, mais d'inacceptable. Pourquoi inacceptable? Parce qu'elle reprend 4 centimes sur les 5 centimes de hausse consentis quelques mois plus tôt, ce qui est ressenti par les producteurs comme un marché de dupe; parce qu'elle tombe à un moment où la hausse des frais de production se poursuit à un rythme accéléré; parce que la prétendue surproduction laitière provient notamment des importations massives de produits concurrents étrangers. Enfin et surtout parce que l'agriculture suisse ne couvre guère que les 40 pour cent des besoins du pays, laissant de ce fait une large marge de manœuvres en vue d'orienter la production en fonction des besoins du pays.

Cela dit, je reconnais que la critique est aisée, et je m'en voudrais de ne me limiter ici qu'à des considérations négatives. Je sais combien il est difficile de concilier les caprices de la nature, de l'économie et des consommateurs avec la volonté d'avoir une agriculture compétitive, en parfaite harmonie avec les besoins du pays, tout en lui assurant, à cette agriculture, un revenu équitable.

Je reconnais donc et souligne le fait que le Conseil fédéral a fait preuve de réalisme en encourageant mieux que par le passé – et il était temps – la culture du blé par trop délaissée, et en autorisant une augmentation substantielle de la production sucrière. Le consommateur n'aura pas à se plaindre, dans les circonstances actuelles, vu la hausse des prix mondiaux, de ces mesures positives. Nous voulons espérer qu'elles seront fermement poursuivies grâce à une politique des prix adaptés en conséquence. En effet, mieux que par des recommandations, c'est le seul moyen d'obtenir des paysans une production conforme aux besoins du pays.

Et la brillante démonstration faite tout à l'heure ici même par mon excellent collègue M. Aubert est venue à point rappeler l'importance de l'agriculture pour la sécurité de notre ravitaillement. Mais il me permettra de lui dire que je ne le suis pas lorsqu'il préconise l'aide directe généralisée. Si elle est indispensable dans les régions défavorisées par les conditions naturelles, ce n'est pas la solution que nous attendons en plaine, là où les cultures se pratiquent avec succès.

Si l'on veut maintenir la production laitière à un niveau raisonnable, il est indispensable d'encourager les cultures végétales, et subsidiairement de contingenter efficacement l'importation des denrées fourragères dont le tonnage est passé de 106 000 wagons en 1968 à près de 150 000 wagons en 1973. Il est évident qu'une part de ces importations a pris le chemin de la laiterie par le canal de ceux qu'on appelle outre-Sarine, les «Bahnhofbauern».

Mais pour en revenir à des préoccupations plus immédiates et à l'objet de nos délibérations, il convient de relever que le Conseil fédéral va dans la bonne voie en nous proposant la revision de l'arrêté sur l'économie laitière et je regrette, à ce propos, de constater que certains députés, qui se considèrent comme les représentants patentés des consommateurs – alors que nous sommes tous des consommateurs! – jugent bon de s'opposer à l'entrée en matière. On critique bien entendu cette malheureuse agriculture, ce pelé, ce galeux, dont vient tout le mal.

Revenons-en, si vous le voulez bien, à cet arrêté sur l'économie laitière. Il est juste à mon avis de porter à 20 000

kilos de lait la quantité franche accordée aux producteurs des régions élevées. C'est un acte de solidarité positive que les agriculteurs de plaine appuient sans réserve.
Il est aussi indispensable de mieux protéger la production indigène contre la concurrence étrangère en percevant des suppléments de prix sur le fromage étranger. Il est enfin heureux que la majorité de la commission propose le versement d'une prime de qualité pour le lait littéralement sophistiqué livré par les producteurs qui appliquent avec succès les mesures draconiennes décrétées depuis quelques mois. Je vous assure – je parle ici en connaissance de cause – qu'il n'est pas facile d'atteindre la cote maximum exigée par les contrôles de qualité. Dans tous les domaines, le surchoix se paie. En conséquence, il n'est que juste que le lait n'échappe pas à la règle.
En conclusion, je me rallie sans réserve au projet du Conseil fédéral amendé par la majorité de la commission et vous demande, cela va de soi, de rejeter la proposition de non-entrée en matière proposée au nom de son groupe par M. Stich.

Schütz: Ich möchte nur einige Feststellungen machen. Wir hatten vor fünf bis sechs Jahren von der Geschäftsprüfungskommission aus ein Hearing über Fragen der Milchwirtschaft durchgeführt, insbesondere über den Markt usw. Daran waren Leute der Milchwirtschaft beteiligt, es waren dort Landwirte und Vertreter des Handels. Wir kamen dabei zum Schluss, und es wurde nicht bestritten, dass es in bezug auf den Verkauf von Weichkäse notwendig sei, das Sortiment zu erweitern und die Qualität zu verbessern. Ich vertrete noch heute die Meinung, dass man das machen sollte. Ich glaube nicht, dass diese Vorlage jemandem etwas nützt, auch nicht der Landwirtschaft, weil diese Voraussetzungen in der Zwischenzeit überhaupt nicht erfüllt worden sind. Wenn der Kommissionspräsident erklärt hat, wir hätten 100 verschiedene Sorten, dann möchte ich ihm zwar nicht gerade erklären, dies sei eine Irreführung, das wäre nicht schön von einem Zürcher; immerhin möchte ich ihm sagen, er sei nicht gut orientiert. Wir müssen die Sache folgendermassen werten: Erstens lassen wir den Hartkäse einmal beiseite, der gehört gar nicht zur Diskussion. Zweitens werden Käsesorten dazu gezählt, die es nur in einer bestimmten Region oder an einem bestimmten Ort gibt, die also nicht in der ganzen Schweiz im Handel sind. Wir werden also deren Verkauf nicht steigern. Wir dürfen also nur die gangbaren Käsesorten berücksichtigen, und da bitte ich Sie, bei den Hoteliers – sie sind ja nicht im Gewerkschaftsbund – doch einmal zu untersuchen, wie deren Käseplatten aussehen. Sie werden feststellen, dass sie dazu fast ausschliesslich oder doch bis zu drei Vierteln Käse aus dem Ausland auswählen. Ich habe dagegen protestiert und diesen Leuten gesagt: Warum tun Sie das? Die Antwort lautete: Ja, bitte, ich verkaufe das, was die Leute verlangen. In dieser Richtung ist eine bestimmte Umstellung nötig. Ich glaube daher, dass vor allem die Frage des Sortimentes, aber auch der Qualität bestehen. Ein Magerkäse ist bedeutend bekömmlicher als diese vollfetten Käsesorten. Ich möchte deshalb bitten, dass zuerst solche Fragen behandelt werden.
In der Kommission hat man auch über die Teuerung gesprochen, zum Teil wurde aber übertrieben. Ich werde aber heute, nach der gestrigen Debatte, zu diesem Thema nicht mehr sprechen. Das ist ja ein kleiner Fisch, sagen wir das offen. Aber ich möchte doch an die Adresse der Bauernschaft sagen, dass ich nicht dagegen bin, dass das heutige Verhältnis von 52 Prozent der Produktion für den Export noch etwas verbessert wird. Aber dies ist fast unmöglich; wir können ja nur verändern, indem wir mehr Mittel zuschiessen. Ich will aber auch noch beweisen, dass diese Vorlage in der Zukunft überhaupt keinen grossen Einfluss haben wird. Ich sage das deshalb, weil ich bestimmte Gespräche mit Bauern, auch mit Ausländern, geführt habe. Es ergab sich dabei ganz klar folgendes: Wenn wir Importaktionen haben und den Käse belasten, dann wird nachher das importierende Land uns gegenüber auch bestimmte Preisausgleiche vornehmen. Das ist so! Macht nur so weiter, dann ist nachher der Export gefährdet! Und was passiert dann? Es bricht die ganze Milchwirtschaft zusammen. Man muss doch die ganze Sache irgendwie in Verbindung setzen mit dem Import und dem Export, und das ist nach meiner Meinung das Entscheidende. Bitte, das Problem, das wir da beraten, war ja schon im Jahre 1973 aktuell. Was ist nun heute das Resultat? Man hat uns gesagt: Bitte, das Jahr 1973 hat bewiesen, dass es richtig ist, diese Zollzuschläge vorzunehmen. Es werde weniger importiert. In der Zwischenzeit haben natürlich auch die Leute im Ausland «geschaltet». Wenn Sie nun das Resultat des Jahres 1974 betrachten, dann ist der Import aus diesen Ländern doch grösser geworden. Ich möchte nur sagen, diese Politik führt einfach zu einer gewissen Verteuerung und nützt auch den Bauern gar nichts.
Nun zu Herrn Hofmann: Die schönen Worte, die Herr Hofmann da gegenüber den Konsumenten gebraucht hat, haben mit dem Konsumentenschutz in bezug auf die Qualität, das möchte ich Ihnen ganz offen sagen, gar nichts zu tun. Es gibt Orte, wo Sie erste Qualität geliefert erhalten, und Orte, wo Sie vielleicht zweite bekommen oder gar dritte Qualität. Dies gerade im Kanton Bern! Wer mich orientiert hat, kann ich Ihnen auch sagen, das war unser früherer Ratskollege Tschanz. Da kommt von allen Seiten die Milch und dann wird sie zusammengeschüttet. Ja, von offiziellen Stellen hat man den Molkereien gesagt: Wenn die Milch, die da gebracht wird, schlecht ist, dann bitte, nehmen Sie auch Milch von besserer Qualität. Dann ist sie wieder gangbar. Das trifft auch in anderen Kantonen zu. Aber in vielen Kantonen sind nicht einmal die Bauern schuld, wie das oft dargestellt wird. In vielen Kantonen ist das Land schuld, vor allem, wenn man chemische Mittel zur Insektenvertilgung verwendet. Das ergibt Antibiotika, und es geht oft jahrelang – das haben wir im Urnerland gesehen –, bis wieder Qualitätsmilch geliefert werden kann. Das möchte ich doch in aller Form festhalten. Dies hat also gar nichts zu tun mit der Milch, die an die Konsumenten geht, sondern es handelt sich um die Milch, die von den Molkereien kommt, wo die gute und die schlechte zusammengeschüttet werden. Darum möchte ich sagen: Was Sie da vorbringen, ist einfach eine weitere Stufe, sagen wir eine Klassenstufe. Sie sind doch sonst ein freundlicher Mann, und ich kann gar nicht verstehen, dass Sie so auf das Klassenprinzip eingeschworen sind. Aber man muss bei Ihrem Antrag sehen, wo er hinführt, nicht im gegenwärtigen Moment, sondern dann, wenn die sogenannte vierte Klasse beschlossen wird. Sie kennen doch die grosse Unzufriedenheit innerhalb der Bauernschaft!
Man muss natürlich die Probleme nicht nur von der Preisseite her anpacken. Man muss sie z. B. auch vom Standpunkt der Stallsanierung aus anpacken. Denn Sie können dort, wo es schlechte Ställe gibt und das Futter nicht so ist, wie es sein sollte, nicht gute Milch verlangen. Ich bin selbstverständlich für die Qualitätsbezahlung, und die beste Bezahlung setzt natürlich die beste Qualität voraus. Jetzt wollen Sie noch eine weitere Stufe anschliessen. Damit stellen Sie die Bauern nicht zufrieden. Die Gründe dafür sind verschieden. Ich habe mich vor dieser Session noch erkundigt bei Leuten, die den Betrieb kennen. Diese Leute reden davon, dass sie später viel mehr Unannehmlichkeiten haben werden, als das bis jetzt der Fall gewesen ist. Sie haben ja von diesen Demonstrationen gehört. Ich sage nicht, man sollte diese Stufensache aufheben. Aber mit weiteren Stufen in der Bezahlung werden Sie erleben, dass auch Sie bedeutend mehr Unannehmlichkeiten haben werden, und dass dieses System nicht zur Beruhigung unserer Bauernschaft beiträgt. Ich glaube, man sollte die Frage der Qualitätsbezahlung wieder prüfen, wenn sie hier zur Diskussion steht. Ich bin davon überzeugt, sie wird zur Diskussion stehen, vielleicht im nächsten Frühjahr schon, und dann können wir Stellung dazu beziehen. Aber

man soll nicht irgendwie versuchen, durch Schleichwege das ganze System wieder zu ändern.

Nef: Ich wollte eigentlich das Wort nicht verlangen, doch sind hier einige Aeusserungen gefallen, die mich doch noch dazu bewogen haben. Zu allererst zu den Bauerndemonstrationen: Diese sind ja eine hochpolitische, aufgezogene Angelegenheit. Ich möchte aber dazu sagen, Herr Kollege Stich: Ich glaube, soweit sich diese Demonstranten in legalem Rahmen gehalten haben, müssen wir ihnen doch das Recht hiezu völlig zugestehen. Wir müssen nur aufpassen, dass wir nicht sagen: Wenn zwei dasselbe tun, ist es nicht dasselbe. In gleichem Atemzug möchte ich aber als Bauer, der mit seinen 15 Stück Vieh sicher zu den kleinen Bauern gehört und der im Berggebiet mittendrin steht, sagen, dass die Auswüchse, die unsere Abteilung für Landwirtschaft in einer Art und Weise diffamierten, die den Anstandsrahmen überschritten, den wir als Schweizer immer hochhalten und in einer gewissen Grenze sehen, zu verurteilen sind. Als Bauer möchte ich, und das sicher im Namen von Zehntausenden von Bauern, mich davon distanzieren. Das ist nicht die Meinung des Bauernvolkes. Hitzköpfe gibt es immer, die den Rahmen des Anstandes überschreiten. Aber, Herr Bundespräsident, ich möchte Ihnen doch versichern, dass der Bauernstand Ihre Arbeit und Ihren Einsatz für den Bauernstand würdigt und sich in seiner grossen Mehrheit von solchen Diffamierungen distanziert. Das wollte ich als Bauer sagen, weil es mein Herzensanliegen ist.
Nun eine kurze Bemerkung zu den Vorwürfen der verantwortungslosen Produziererei, wie das oft dargestellt wird. Das ist in der Praxis doch völlig anders! Wir haben eine Zeitlang vielleicht ein Siebenundzwanzigstel zuviel Milch produziert. Woher kommt das? Ich bin selbst Milchzentralehalter und Bauer und sehe, wie die Bauern die Milch bringen. Wir haben in der Fütterungstechnik sehr grosse Fortschritte gemacht. Man hat uns in den landwirtschaftlichen Schulen gelehrt, eiweissreicheres Futter zu verwenden; wir haben Silos gebaut, Heubelüftungen eingerichtet, und wir haben die Hälfte der Bauernfamilien durch Abwanderung verloren, die heute keine Milch mehr produzieren. In meiner Milchzentrale wird aber über ein Drittel mehr Milch eingeliefert, weil die Bauern lernten, was sie lernen mussten, nämlich produktiver zu wirtschaften. Und nun hat uns der Herrgott noch drei oder vier Monate Graswuchs gegeben, der vielleicht als sehr gut bezeichnet werden kann. Jetzt ist das schon ein Landesunglück! So darf man auch nicht mit einer momentanen Produktion, die ihren Ursprung in der Natur hat, umspringen. Das ist falsch. Begreifen wir doch einfach einmal die Situation so wie sie ist, und machen wir uns kein völlig falsches Bild.
Ich bitte Sie nochmals: Bringen Sie der Landwirtschaft doch den Goodwill weiterhin entgegen, den ich in den drei Jahren, da ich in diesem Hause bin, immer spüren durfte; die Landwirtschaft braucht diesen Goodwill. Lassen Sie sich nicht von Auswüchsen ganz weniger Extremisten allzusehr beeindrucken! Ich möchte auch gewisse Kollegen bitten, solche Auswüchse nicht als Ausgangslage für eine Politik gegen die Landwirtschaft zu benützen.

Eisenring: Im Prinzip ist nun klar geworden, was diese Vorlage uns bringen wird. Man wird eine Politik anstreben, wonach zahlreiche Importpreise den Inlandpreisen angenähert oder vielleicht gleichgestellt werden sollen. Unter diesem Aspekt kann man sich natürlich fragen, ob, wenn der ausländische und nach meiner Auffassung oft übertrieben dargestellte Wettbewerbsdruck, gegen den man sich wehrt, weggeschafft wird, nicht gleichzeitig auch die qualitätspolitischen Bestrebungen in der einheimischen Produktion erlahmen. Das hat man im Auge zu halten. In den letzten Jahren hat sich die Produktion von inländischem Käse qualitativ unbestrittenermassen verbessert. Liegt aber die Ursache nicht insbesondere auch in der Tatsache eines gewissen ständigen Importdruckes? Und wird das so bleiben, wenn dieser Importdruck schliesslich wegfallen sollte?
Aus verschiedenen Andeutungen, namentlich aus den Ausführungen des Kollegen Hofmann, kann man entnehmen, dass es in der Zielsetzung offenbar auch um Strukturveränderungen in der milchwirtschaftlichen Verarbeitung geht. Das muss daraus geschlossen werden, dass Kollege Hofmann erklärt, die Weichkäseproduktion sei infolge der ausländischen Konkurrenz bisher nicht richtig vorangekommen. Also glaubt man hier, noch eine Marktlücke zu sehen, die man mit der inländischen Produktion schliessen könnte. Nun haben wir aber auch die Gesichtspunkte des Konsumenten zu betrachten. Wir haben in unserem Land verwöhnte Konsumenten im internationalen Vergleich. Das geben wir durchaus zu. Aber es hat sich nun doch im Laufe der Jahre gezeigt, dass der Konsument eines nicht will, nämlich eine «Monokultur» der Käseplatte. Die Landwirtschaft hat dieser Erkenntnis zum Teil auch schon Folge gegeben, indem die Zahl der Qualitätsprodukte ausgeweitet worden ist. Neben der Auswahl will aber der Konsument auch noch so etwas wie Preisgünstigkeit. Dass wir mit der Vorlage in dieser Richtung nichts unternehmen, sondern das Gegenteil tun, darüber müssen wir uns im klaren sein. Herr Hofmann hat nun sehr vorsichtig von einer «gewissen Verteuerung» gesprochen. Es spielt in der Teuerungs- und Antiteuerungspolitik immer wieder das Axiom der ungewissen oder gar der gewissen Auswirkung. Wir haben daher zu überprüfen, ob diese Vorlage – übrigens noch andere, die wir in dieser Session behandeln – überhaupt in die Landschaft passt.
Eindrücklich hat nun Kollege Nef auf die Tatsache der Produktionssteigerung in der Landwirtschaft und gleichzeitig auf die Produktivitätssteigerung hingewiesen. Es fehlen allerdings Unterlagen darüber, wieweit die effektive Produktivitätssteigerung etwa im Vergleich zu industriellen Produkten auch zu einer echten Verbilligung geführt hat. Ich habe nie eine Phase erfahren (mit Ausnahme der Erhöhung der Abzüge), da der Milchpreis bei grosser oder noch grösserer Produktion eine entsprechende Anpassung erfahren hätte. Die Produktivitätssteigerung hat sich in der Landwirtschaft mit einer sehr starken Produktionssteigerung verbunden. Und die Preise? Ich frage mich angesichts dieser Vorlage: Was werden dann eigentlich die nächsten Forderungen sein, mit denen wir konfrontiert werden? Es werden sicher neue Forderungen kommen.
So gelangt man wieder einmal zur richtigen Frage zurück, ob die Landwirtschaft nicht in verschiedenen Sektoren am Markte und am Konsumenten vorbeiproduziert und wir das Problem gar nie lösen können. Ich erinnere daran, dass schon vor 25 Jahren Professor Marbach im Auftrag des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes ein Gutachten über die Agrarpolitik erstattete. Er kam zum Ergebnis, das Agrarproblem sei überhaupt nie gelöst worden, und es könne nie gelöst werden. Das eröffnet natürlich auch für uns schöne Perspektiven!
Zur Frage der Qualitätszuschläge: Diese werden von bäuerlicher Seite richtigerweise eher in den Bereich der «Psychologie», auch im Zusammenhang mit gewissen Bewegungen innerhalb der Bauernschaft, soweit sie unzufrieden ist, gebracht. Allerdings müssen wir uns klar sein: Auch diese Psychologie kostet etwas! Die Agrarpsychologie hat in diesem Sinn immer ihre besondere Bedeutung und auch ihre finanzielle Tragweite gehabt. Nun muss ich aber sagen, dass wir in den letzten Jahren – wir haben verschiedene Agrarvorlagen durchberaten – in bezug auf die Preispolitik, auch im Zusammenhang mit dem Budget, immer von der Qualitätsproduktion ausgegangen sind. In diesem Sinne ist seinerzeit auch das Milchregulativ erlassen worden. An und für sich sollte der Qualitätsgedanke, den wir unterstützen müssen, abschliessend im Milchregulativ Platz haben, dafür sollte man nicht wieder eine besondere gesetzliche Regelung schaffen. Ich frage mich darum, ob es nicht zweckmässiger wäre, das Milchregulativ zu überarbeiten und es auf die offenbar erforderlichen

neuen Verhältnisse auszurichten. Man kann nun allerdings einwenden, dass es mit der Aenderung des von vielen Bauern ohnehin vermaledeiten Milchregulativs nicht möglich sei, den erwähnten psychologischen Effekt zu erzielen. Man muss offenbar sagen können, man habe wieder etwas herausgeholt im Sinne der gesetzlichen Verankerung einer neuen Art von Qualitätszulage! Das mag durchaus richtig sein.

Generell müssen wir uns doch damit abfinden, dass sich die Landwirtschaft auf die Länge gesehen nicht aus diesem Wechselbild des allgemeinen wirtschaftlichen Geschehens herauslösen kann. In einer hochindustrialisierten und auch landwirtschaftlich sehr weit fortgeschrittenen modernen Wirtschaft ist überhaupt nur noch Qualität zu verkaufen. Also sollte der oberste Preis der Qualitätspreis sein. Ich habe in der ganzen Industrie noch nie gehört, dass einer etwas produziert und zu einem sogenannten Normalpreis verkauft, und dass er dann die Qualität noch gesondert für die Geltendmachung eines Zuschlages anführen kann. Wir müssen doch vom besten Preis für die beste Milch ausgehen, also gewissermassen – um mit Herrn Hofmann zu sprechen – die Aufwertung aller Qualitätsmerkmale vornehmen. Dies hat aber nicht über den vorgeschlagenen gesetzlichen Weg, sondern im Rahmen des Milchregulatives zu geschehen. Bei der Innehaltung bzw. Durchsetzung dieses Regulativs handelt es sich, Herr Kollege Nef, gelegentlich um gesetzeswidriges Verhalten gewisser bäuerlicher Gruppierungen.

Wir haben uns offenbar damit abzufinden, dass wir im Milchsektor verschiedene «Qualitätsgruppen» haben: einmal die gewöhnliche Milch – Herr Kollege Schütz hat das drastische Bild von der «Milch mit den Insekten» gebraucht –, dann die bessere Normalmilch, sodann die Qualitätsmilch und schliesslich jetzt noch die Superqualitätsmilch! Es geht bereits viel weiter als im Sektor des Benzinpreises! Ich frage mich nun aber – dies auch an die Adresse der Landwirtschaft –: Wird die Schaffung einer «Superqualitätskategorie» von Milch nicht noch einmal zu einer weiteren Erhöhung der Milchprodukten bzw. der Ablieferungen führen? Oder sind wir gehalten, den Bauern, die keine Milch abliefern, sondern sie verfüttern, erneut höhere Zulagen auszurichten? Die Interdependenz der verschiedenen preispolitischen Massnahmen können wir nicht übersehen.

Ich glaube, dass sich die Agrarpolitik in einer kritischen Phase befindet, einmal produktionsmässig, dann auch absatzmässig und politisch. Vielleicht stehen wir vor einer Bewährungsprobe für die Landwirtschaftspolitik überhaupt; dann drängt sich für uns aber die Aufgabe auf, dass wir eine Neuorientierung der Landwirtschaftspolitik in unserem Industriestaat anstreben müssen. Nur immer neue punktuelle Massnahmen werden uns nicht helfen, die Probleme, die sich stellen, zu lösen. Wir verlieren die Uebersicht – wir haben sie schon heute verloren – und werden dauernd von neuen, wieder ineinandergreifenden Massnahmen überrascht. Dies muss die Gesetzgebung zur Unklarheit und letztlich jedenfalls zur Unwirksamkeit führen.

Fischer-Weinfelden: Die Herren Kollegen Stich und Schütz haben hier Dinge erzählt, die von unserer Seite nicht unwidersprochen bleiben können. Beide Herren haben das Gespenst der Gegenmassnahmen seitens unserer Käseabnehmerländer an die Wand gemalt. Dazu muss ich erklären: Was wir heute diskutieren, wird von der EWG schon seit Jahren praktiziert; die EWG hat genau dieses System eingeführt, als sie ihre Agrarordnung in die Welt setzte. Wir meinen doch, was anderenorts getan wird, sollten auch wir tun dürfen; denn was dem einen recht ist, sollte dem anderen billig sein.

Im übrigen hat diese Massnahme etwas mit einem Phänomen zu tun, das inbesondere den Sozialdemokraten nicht ganz unbekannt sein sollte: nämlich mit dem sozialen Dumping. Unsere Schweizer Bauern können schliesslich nichts dafür, dass im Ausland landwirtschaftliche Produkte unter ganz anderen Lohnbedingungen erzeugt werden, als das bei uns der Fall ist. Dass wir hier einen Schutz brauchen und einen Ausgleich einführen müssen, scheint deshalb klar zu sein. Es berührt mich eigenartig, dass – in Kenntnis dieser Zusammenhänge – gerade von sozialdemokratischer Seite ein Nichteintretensantrag gestellt wird.

Eine weitere Bemerkung, die heute noch nicht gemacht worden ist: Das Milchland Schweiz hat eine ausgeglichene Milchbilanz, d. h. wenn wir unsere milchwirtschaftlichen Importe – in Liter Milch umgerechnet – vergleichen mit unseren milchwirtschaftlichen Exporten, dann heben sich diese beiden Grössen praktisch auf; ja, wir hatten sogar Jahre, in denen wir beträchtlich mehr milchwirtschaftliche Produkte eingeführt als ausgeführt haben. Dies im Milchland Schweiz! Da müssen wir doch den Unmut und den Groll unserer Bauern begreifen.

Zum Schluss noch ein Hinweis zu einem anderen Problem, das in der heutigen Diskussion ebenfalls noch nicht angesprochen worden ist: Die Entwicklung des landwirtschaftlichen Import-Export-Verhältnisses in den letzten Jahren. Die landwirtschaftlichen Importe haben in den letzten sechs Jahren von etwa 2,6 auf 4 Milliarden Franken zugenommen, also um ziemlich genau 50 Prozent. Unsere landwirtschaftlichen Exporte dagegen bewegen sich heute praktisch auf der gleichen Höhe wie vor sechs Jahren; sie schwanken zwischen 600 und 650 Millionen Franken. Auch daran muss man denken, wenn man das vorliegende Geschäft beurteilen will.

Ich möchte Sie deshalb bitten, der Vorlage, wie sie aus den Kommissionsverhandlungen hervorgegangen ist, zuzustimmen und den Antrag Stich abzulehnen.

Vollenweider, Berichterstatter: Zunächst möchte ich unserer Kollegin und den Kollegen herzlich danken für das der Vorlage entgegengebrachte Verständnis. Herrn Stich aber muss ich schon entgegenen: Seine Bemerkung, die Vorlage des Bundesrates sei danebengelungen wie die Demonstration der Bauern, ist wirklich ein untauglicher Vergleich und damit total danebengelungen.

Zum Votum des Herrn Biel: Wie bereits Kollege Nef ausführte, ist der grösste Teil der schweizerischen Landwirte dem jetzigen Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements und dem gesamten Departement dankbar für alles, was in den letzten Jahren zugunsten der Landwirtschaft getan wurde. Wir anerkennen das und begreifen auch, dass der grosse Rückstand in der Landwirtschaft nicht von einem Tag auf den anderen aufgeholt werden kann. Dafür ist durchaus Verständnis vorhanden.

Herr Stich hat ferner ausgeführt, die Absatzschwierigkeiten kämen nicht vom Import her, sondern von der Mehrproduktion. Das eine ist so richtig wie das andere. Es gilt aber zu beachten, dass eben durch die Zuchterfolge bessere Milchleistungen erzielt werden, dass der verbesserte Futtermittelanbau, die verbesserten Konservierungsmethoden, die Fütterungstechniken, Gesundheitspflege usw. zu einer echten Produktivitätssteigerung geführt haben, die in der Senkung oder Stabilisierung der Gestehungskosten zum Ausdruck kommt. Auf diesen Punkt werde ich bei der Kraftfutterbewirtschaftung noch zurückkommen.

Bei der Mehrlieferung ist darauf hinzuweisen, dass diese stark rückläufig ist, momentan beträgt sie noch ungefähr 2 Prozent. Selbstverständlich muss ein Weg gefunden werden, um die Produktion in einem vernünftigen Rahmen zu halten; Möglichkeiten zeichnen sich ab.

Herrn Kollege Aubert danke ich für sein Verständnis. Sein Vorschlag, das Agrarproblem über direkte Hilfen an die Landwirtschaft, also über Hektarbeiträge, zu lösen, ist eine sehr problematische Sache und vorläufig noch sehr umstritten. Diese Frage muss aber natürlich eingehend geprüft werden.

Kollegin Meier danke ich für ihre Hinweise, dass die Auswahl in den Läden ungenügend sei, dass ein höheres Werbebudget eingesetzt werden solle usw. Ihren Standpunkt

der Konsumentinnen wird die Milchwirtschaft sicher zur Kenntnis nehmen und tun, was sie kann.
Nun noch zur Kraftfuttermittelbewirtschaftung: Gegenüber Herrn Biel möchte ich zunächst korrigieren, dass der Anteil des importierten Kraftfutters, der in den Milchviehstall geht, nicht 20 Prozent beträgt, sondern sich um 10 bis 12 Prozent herum bewegt. Hier gilt es aber zu beachten, dass höhere Milchleistungen der durch die Zucht verbesserten Kühe von einer gewissen Tagesmilchleistung an eben Zulagen erfordern, wenn nicht höhere Produktionskosten pro Liter Milch entstehen sollen. Da liegt wieder eine echte Produktivitätssteigerung vor. Genau dasselbe trifft zu für die anderen 88 Prozent des importierten Kraftfutters, die in die Mast, d. h. die Rinder- und Schweinemast gehen, aber auch in die Eierproduktion. Auch da konnten durch dieses Kraftfutter die Preise gesenkt oder mindestens gehalten werden, wiederum im Rahmen einer echten Produktivitätssteigerung.
Herr Eisenring erklärte zwar, diese Produktivitätssteigerung sei nicht ausgewiesen. Das bestreite ich; aus der Statistik geht hervor, dass die Landwirtschaft in den letzten ungefähr 20 Jahren eine jährliche Produktivitätssteigerung von 6 bis 7 Prozent ausgewiesen hat, also ähnlich wie die Industrie, zum Teil noch höher. Daraus geht hervor, dass die Landwirtschaft die Teuerung der Produktionskosten während vieler Jahre weitgehend aufgefangen und nicht auf die Konsumenten überwälzt hat. Allerdings ist in letzter Zeit in Erscheinung getreten, dass der Landwirtschaft im Gegensatz zur Industrie biologische Grenzen gesetzt sind, d. h. die Leistungsfähigkeit des Tiers und der Pflanzen kann nicht beliebig gesteigert werden; man stösst da irgendwie an Grenzen, und wer diese überschreitet, tut das nicht ungestraft.
Zur Qualitätsabstufung: Herr Direktor Hofmann hat diese Verhältnisse präzis genug dargetan. Ich möchte deshalb nur feststellen, dass eine Preisabstufung nur innerhalb der konsumtauglichen Milch erfolgt; schlechte Milch kommt gar nicht in den Handel.
Herr Kollege Schütz hat die Qualität und die Auswahl des Weichkäses angezweifelt und gemeint, ich sei da nicht ganz im Bilde. Ich glaube, wenn Herr Schütz an der Degustation der Kommission anwesend gewesen wäre, er sich vom Saulus zum Paulus bekehrt hätte. Die Milchwirtschaft hat sich nämlich seit den Seminarien der Geschäftsprüfungskommission, die Herr Schütz erwähnt hat, sowohl was die Ausweitung des Sortiments als auch die Qualität anbelangt, ausserordentlich angestrengt, und dies trotzdem ihre Bestrebungen immer wieder gestört wurden durch Importschübe aus dem Ausland, die mit Verbilligungsaktionen jener Staaten getätigt wurden. Auf diese Schwierigkeiten kann nicht genug hingewiesen werden, und unser Ziel ist es, die einheimische Milchwirtschaft von diesen Schüben, welche die Produktion gefährden, zu verschonen.
Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

M. **Debétaz,** rapporteur: Comme en séance de commission, le projet du Conseil fédéral vient de recevoir un accueil généralement positif. On est bien sûr tenté d'aborder l'ensemble du problème agricole. Plusieurs orateurs se sont engagés dans cette direction d'une façon condensée, je m'empresse de le reconnaître. Je le ferais volontiers pour ma part mais il faut avoir conscience que ce n'est pas de l'ensemble du problème agricole que nous devons discuter ce matin.
Producteurs, consommateurs, contribuables, pour reprendre l'image de M. Aubert, cela fait naturellement beaucoup d'avis qui, par la force des choses et des intérêts, ne sont pas toujours concordants.
M. Aubert a évoqué quelques-uns de leurs soucis et de leurs espoirs respectifs, quelques-uns de leurs ressentiments et de leurs réactions.
Je ne vous apprends rien si je vous dis que le problème est complexe et je rappelle que des études sont en cours, que des projets sont élaborés et discutés par les représentants des personnes concernées. Un cinquième rapport sur l'agriculture sera présenté. Les occasions ne vont donc pas manquer de confronter nos points de vue et de nous efforcer de trouver, dans la compréhension réciproque, des solutions appropriées. Le présent débat nous a montré que l'on pouvait diverger d'avis; MM. Aubert et Thévoz nous ont même prouvé que l'on pouvait le faire libéralement sur des points importants sinon sur la doctrine!
Revenons si vous le voulez bien au problème que nous avons à résoudre ce matin. Il s'agit, je le rappelle, de trois modifications à l'arrêté sur l'économie laitière de 1971. M. Stich vous a proposé de ne pas entrer en matière – si je me souviens bien, il hésitait en séance de commission et je regrette finalement, Monsieur Stich, vous connaissant, que cette hésitation ne se soit pas transformée en compréhension.
Producteurs et consommateurs ont besoin les uns des autres, on l'a souligné à cette tribune; je crois qu'il faut reconnaître honnêtement que ce projet présenté par le Conseil fédéral et amendé par la commission prend finalement en considération les intérêts des uns et des autres.
Je sais bien, Monsieur Stich, que la quantité de base vous chicane. Vous auriez voulu en fixer la limite dans l'arrêté fédéral, lors des délibérations de la commission; on aurait ainsi figé la situation et à mes yeux cela aurait été irrationnel et injuste. Je pense qu'il n'est pas inutile de rappeler que certaines règles sont contenues dans l'arrêté de 1971 au sujet de la détermination de la quantité de base. Il y est dit: «Le Conseil fédéral tient compte de l'évolution prévisible de la production et de l'écoulement ainsi que des dépenses à la charge de la Confédération, des mesures étant prises pour améliorer judicieusement la mise en valeur ainsi que les conditions du marché.»
Je ne veux pas aller plus loin dans la réponse aux réflexions formulées par M. Stich à cette tribune, plusieurs des orateurs qui lui ont succédé s'étant chargés de le faire.
M. Biel, lui, a mis l'accent sur l'orientation des productions. Je voudrais rappeler que les producteurs sont acquis à cette orientation. C'est ainsi que la Chambre d'agriculture de mon canton, dans plusieurs mémoires adressés à l'autorité fédérale, est intervenue en faveur de cette orientation des productions.
M. Biel prétend que le problème n'a peut-être pas été étudié objectivement parce que la commission comprend un très grand nombre de représentants de l'agriculture et que c'est notamment le cas du président et du rapporteur. Il est vrai, Monsieur Biel, que la cause de l'agriculture m'est particulièrement chère et je ne chercherai pas à le cacher. Je tiens toutefois à faire remarquer que je suis responsable, à l'échelon cantonal, d'un département qui s'appelle le Département de l'agriculture mais aussi le Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. C'est donc en faisant la part des divers éléments et intérêts en présence, c'est aussi en ayant la possibilité de faire des comparaisons entre les divers secteurs que j'arrive à la conclusion que ce qui est proposé en faveur de l'agriculture est absolument nécessaire et qu'il arrive, hélas! que des propositions ne tiennent pas suffisamment compte de la situation réelle. Je ne voudrai pas manquer de remercier M. Brugger, président de la Confédération, de la très grande compréhension qu'il manifeste à l'égard des problèmes agricoles.
Les données du problème que nous avons à résoudre ce matin, je le rappelle, sont simples; elles parlent d'elles-mêmes. Augmentation de la production de fromage: 1,41; augmentation de nos exportations: 1,71; augmentation des importations: 2,98. La solution est simple aussi: le produit des suppléments de prix perçus sur les fromages étrangers sera utilisé pour réduire le prix de vente dans le pays des fromages indigènes. Les intérêts des consommateurs ne sont donc pas ignorés.

Quelques orateurs ont parlé des manifestations récentes. Nous avons le devoir, dans cette salle, d'examiner le problème pour lui-même, objectivement. Ayons conscience de ce que la situation de l'agriculture est sérieuse. J'ai déjà eu la possibilité de le dire à cette tribune et j'ai chaque fois ressenti comme un devoir impérieux de le dire. On veut – et l'on a raison – que l'agriculteur soit un entrepreneur. Je me répète à dessein: si vous pensez à la formation qui doit maintenant être celle de l'agriculteur, si vous pensez aux connaissances multiples, diverses que l'agriculteur doit posséder, si vous pensez aux nombres d'heures qu'il exécute – un nombre qui demeure très élevé – si vous pensez aux responsabilités que l'agriculteur assume, aux investissements qu'il engage et qui sont importants, vous devez bien reconnaître que l'agriculteur n'est pas – et de loin – l'entrepreneur le mieux rétribué de Suisse. Je suis prêt, Messieurs Stich, Biel et d'autres, à vous faire visiter des entreprises agricoles de mon canton. Vous verrez que ces entreprises sont bien conduites, bien gérées; vous verrez que nos agriculteurs entendent assumer leurs responsabilités; vous verrez aussi qu'ils savent prendre des initiatives et vous verrez encore que les agriculteurs doivent travailler dur pour faire face à leurs engagements, pour faire honneur à leur profession. Vous verrez enfin que les agriculteurs méritent votre confiance et que, fort heureusement, il y a, dans l'agriculture, des jeunes de très grande qualité. Ne les décourageons pas, ces jeunes; ils ne comprendraient pas que le Conseil national écarte le projet du Conseil fédéral.

Nous n'allons pas résoudre le problème agricole par notre seule décision de ce matin mais c'est tout de même une décision qui porte sur le lait; or le lait représente le tiers du produit brut de l'agriculture suisse et une proportion plus élevée si l'on apprécie le revenu du travail. Le système proposé est équilibré, nuancé. Comme l'a rappelé M. Aubert, nous ne faisons pas cavalier seul; d'autres pays encouragent leur production indigène; c'est notamment le cas des pays de la Communauté économique européenne.

Je vous engage très résolument au nom de la majorité de la commission à rejeter la proposition de notre collègue M. Stich de ne pas entrer en matière. Je vous invite au contraire à entrer en matière en vous signalant que la commission s'est prononcée affirmativement par 15 voix contre 0, avec seulement 4 abstentions. Autrement dit, pas d'opposition en séance de commission: M. Stich lui-même peut se laisser influencer par cet heureux précédent... qu'il a contribué à créer le 19 août.

Bundespräsident **Brugger:** Ich danke Ihnen für die ausgedehnte Diskussion. Ich möchte zusammenfassend sagen, dass mir jetzt alles klar geworden ist, was unsere Landwirtschaftspolitik betrifft, und ich werde von morgen an einen viel kleineren Sorgenberg zu tragen haben! Ich hatte aber doch bei gewissen Voten – ich denke vor allem an die Voten der Herren Professor Aubert und Eisenring – hie und da den Eindruck, dass man sich etwas leicht in Theorien versteigt. Dabei ist mir ein Wort in den Sinn gekommen, das ich letzthin in einem amerikanischen Buch über Nationalökonomie gelesen habe; ein berühmter Autor hat darin etwa folgenden Satz geprägt: «Wenn du in bezug auf ein Problem nicht ganz sicher bist, so nenne es kühn und keck einfach ein neues Konzept.»

Ich will einige allgemeine Bemerkungen voranstellen. Ich bin daran gewöhnt, Herr Nationalrat Stich, dass man mit dem Wortspiel «Brugg-Brugger» allerlei machen kann. Sie wollen damit sagen, dass offenbar die Abteilung für Landwirtschaft und der Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements weitgehend von den Intentionen Bruggs abhängig seien. Das hat man auch schon lesen können. Ich möchte Sie bitten, erstens endlich einmal dieses sprachliche Klischee zu verlassen – wenn es zum 27. Male aufgetischt wird, kann ich absolut nichts Geistreiches mehr darin erblicken –, und zweitens, etwas vorsichtiger zu sein, wenn Sie uns einfach mit den Intentionen Bruggs, teilweise wenigstens, identifizieren. Die Gegensätze sind sehr gross zwischen dem, was Brugg will, was die Landwirtschaftsverbände wollen und was wir aus unserer Verantwortung heraus Ihnen vorzuschlagen haben. Ich möchte für meine Mitarbeiter und mich in aller Form in Anspruch nehmen, dass wir genügend Selbständigkeit und auch Kraft aufbringen, um Ihnen das vorzuschlagen, was wir als richtig ansehen. Es verhält sich aber schon so, dass, wenn wir wirklich unsere Landwirtschaft erhalten wollen, dann eben Massnahmen und eine staatlich gestützte Landwirtschaftspolitik notwendig sind. In dieser Beziehung steht die Schweiz ja nicht allein da. Es gibt keinen Industriestaat in Europa, der seine Landwirtschaft einfach dem Bisewind der Konkurrenz ausgesetzt lassen könnte, und ich glaube, dass unsere Landwirtschaftspolitik uns auch in Zukunft viel kosten wird. Ich stehe aber dazu, dass wir uns hier als schweizerische Gemeinschaft einem Berufsstand gegenüber engagieren müssen, der nun einfach mit der ganzen konjunkturellen Entwicklung nicht Schritt halten kann und der von der inflationären Entwicklung wohl stärker betroffen ist als die meisten übrigen Branchen unserer Wirtschaft. Wenn ich sage «mit der wirtschaftlichen Entwicklung nicht Schritt halten kann», so ist das natürlich bedingt, weil sich das Wachsen und Werden nach eigenen Gesetzen vollzieht, die Gott sei Dank, möchte ich sagen, der Mensch vorläufig noch in nur geringem Masse beeinflussen kann. Wenn wir die Abwanderung, die tatsächlich stattfindet, aufhalten wollen und die in einigen Regionen unseres Landes hat aufgehalten werden können, wird es notwendig sein, auch zu einer Politik zu stehen, die uns etwas kostet. Die Entwicklungen der letzten zwei Jahre haben uns gezeigt, dass das Wort von der Versorgungssicherheit unseres Landes doch nicht bloss aschgrauen Theorie ist, sondern einen gewichtigen Inhalt in sich trägt. Was die Oekologie anbelangt, stehe ich nicht ganz auf der Linie von Herrn Oehen; ich glaube nicht, dass man sein ganzes Weltbild an der Oekologie aufhängen könnte, doch ist das ökologische Problem sicher ein wichtiges Anliegen unserer Generation. Ich glaube, eine vernünftige Bewirtschaftung unserer Kulturflächen durch einen Berufsstand, der sich in unsere Volkswirtschaft eingliedert, und wo auch wirtschaftliche Gesichtspunkte noch eine Rolle spielen und nicht nur die Dienstleistung, ist immer noch die billigste und natürlichste Form, einen Teil dieser ökologischen Zielsetzung auch zu erreichen. Bei aller Kritik, die man in Einzelmassnahmen über diese Landwirtschaftspolitik anbringen kann, sollte man doch auch die grossen Linien nicht verlieren. Wir haben mit unserer Politik immerhin einen Stand erreicht, um den man uns in den meisten Industrieländern Europas und vor allem auch in der EWG beneidet. Ich darf das in aller Bescheidenheit sagen. Wir sind das einzige Land – teilweise noch Oesterreich, das kommt am nächsten heran –, dem es gelungen ist, die Landwirtschaft einigermassen auf dem gleichen durchschnittlichen, wirtschaftlichen Lebensniveau zu halten, wie es in unserem Lande allgemein Gültigkeit hat. Wir haben kein Ghetto. Wenn Sie die Schwierigkeiten in der EWG sehen, kann ich Ihnen diese rein zahlenmässig erklären: Das landwirtschaftliche Arbeitseinkommen wird in diesem Jahre 1974 nach Schätzungen, die nicht wir und nicht die Abteilung Landwirtschaft angestellt haben, sondern das Schweizerische Bauernsekretariat in Brugg, um 24 Prozent zunehmen; in einem Moment, wo in der EWG die landwirtschaftlichen Einkommen rückläufige Tendenz haben und wo man jetzt auf Ministerebene versuchen muss, diese rückläufige Tendenz durch Preiserhöhungen während des Jahres aufzufangen. Ich freue mich, dass das gelungen ist, wobei dies nicht nur Ausfluss unserer Agrarpolitik ist, sondern selbstverständlich sind auch die klimatischen Verhältnisse daran beteiligt. Das Jahr 1974 ist für die Landwirtschaft ein ausgezeichnetes Jahr. Ich freue mich darüber, dass auch diese Branche unserer Wirtschaft einmal etwas profitiert und das Gefühl, sie sei ständig im Rückstand und keuche hin-

ter einem immer schneller fahrenden Wagen nach, etwas abgebaut werden kann. Dazu stehe ich. Ich möchte aber auch in gleicher Deutlichkeit sagen, dass ich um so mehr enttäuscht bin über alles, was in dieser Landwirtschaft so passiert. Man muss zwar aufpassen, wenn man sagt, die Bauern demonstrieren. Grosse Teile der Bauernschaft haben nicht demonstriert, haben durchaus ruhig Blut bewahrt, und das, was ich Ihnen jetzt gesagt habe – die Anstrengungen des Staates für die Landwirtschaft –, durchaus anerkannt. Aber es hat auch hier falsche Propheten, wie überall. Die Demonstrationen liegen offenbar einmal in unserer modernen Zeit, und die Bauern haben erst nachgezogen, als es ihnen andere vorgemacht haben. Und dies liegt wohl auch darin begründet, dass unsere, ich möchte sagen, Belastbarkeit, auch einmal einen Rückschlag in Kauf zu nehmen oder ein Opfer zu bringen, durch die moderne Entwicklung stark abgebaut worden ist. Unter diesem Gesichtspunkt frage ich mich, wie wir – nicht einmal eine Krise –, aber eine rückläufige Wirtschaftssituation überhaupt ertragen könnten.

Bei diesen Demonstrationen geht es um den Rückbehalt. Ich bin froh, dass ich Gelegenheit habe, dies in aller Deutlichkeit zu sagen. Dieser Rückbehalt ist in einem Gesetzeserlass, im Milchwirtschaftsbeschluss, verankert. Er ist vom Parlament erlassen worden, auf Vorschlag des Bundesrates, und musste dem fakultativen Referendum unterstellt werden. Es handelt sich also nicht um irgendeine Verordnung, die man wieder ein bisschen abändern, mehr oder weniger sachgemäss oder legal anwenden kann. Der Bundesrat hatte gar keine Wahl, ob er diesen Rückbehalt erhöhen soll oder nicht, er war dazu gesetzlich verpflichtet. Und Gesetze sind – in diesem Lande wenigstens noch, und hoffentlich noch lange – nicht dazu da, dass man sie einmal anwendet und ein anderes Mal nicht. Wir sind immer noch in einem Rechtsstaat. Das gilt auch für die Landwirtschaft.

Das Votum von Herrn Nationalrat Hofmann hat mich gefreut. Das ist eigentlich die Stellungnahme, die ich von bäuerlichen Führern aller Stufen von Anfang an erwartet hätte: diese Rechtslage darzustellen und auch den Bauern zu sagen, dass es sich nicht um etwas handelt, das man machen kann oder nicht – je nachdem –, und auch unsere Leute aufzuklären, wohin das führt, wenn wir die rechtsstaatlichen Prinzipien verletzen und daraus aussteigen. Ich möchte bitten: Helfen Sie uns da ein bisschen, es braucht jetzt etwas Mut, etwas Zivilcourage. Ich habe es gar nicht gern gehört – ich will offen sprechen –, wenn Herr Thévoz vorhin gesagt hat: «Oui, ces mesures sont légales mais inadmissibles.» Sagen Sie mir einmal, was das heisst: legal, aber unannehmbar. Geht man jetzt auch in landwirtschaftlichen Kreisen zur doppelten Legalität über? Sie verstehen mein Anliegen sicher, ich muss nichts weiter ausführen.

Man kann sich fragen, ob dieses Instrument richtig sei oder nicht. Darf ich aber in aller Bescheidenheit darauf hinweisen, dass wir es schon lange kennen. Wir haben es im Jahre 1971 allerdings verstärkt. Es kam aber schon mehrmals zum Einsatz und zur Anwendung. Man hat es als adäquates Mittel auch von seiten der Landwirtschaft anerkannt, vermutlich im Ursprung sogar vorgeschlagen. Es ist auch flexibel, kann wieder abgebaut werden. Wenn sogar einmal zu viel verlangt worden ist für diese Mehrlieferungen, dann wird das zu viel Verlangte sogar auf Heller und Pfennig genau zurückbezahlt. Die Bauern hatten am Anfang dieses Jahres eine Rückzahlung von zu viel bezogenem Rückbehalt – weil man das ja nicht zum voraus berechnen kann – von 0,9 Rappen pro Liter. Dort hat man uns nicht gerühmt, aber jetzt, wo aufgrund einer Ueberlieferung von einer Million Doppelzentner, nachdem der Bundesrat, der die Basismenge bereits um eine Million erhöht hatte, einen vorübergehenden – ich hoffe vorübergehenden – Rückbehalt von 1,6 Rappen einführt, glaubt man, Anlass zu haben, um zu demonstrieren und revolutionären Gedanken Raum zu geben.

Der Gedanke des Rückbehaltes ist nicht so falsch. Wenn Herr Debétaz vorhin gesagt hat, der Bauer sei ein Unternehmer – eine Auffassung, die ich durchaus teilen kann –, dann wird er aber nicht nur die schönen Seiten des Unternehmertums zu tragen haben, sondern auch die anderen, das Risiko – ein kleines Risiko allerdings; denn seine Preise sind ihm ja im wesentlichen garantiert. Welcher andere Wirtschaftszweig hat dieses Privileg? Aber ich glaube, das ist aus einkommenspolitischen Gründen notwendig. Aber es ist ein kleines Risiko in dem Sinne, dass man sich als Produzent auch noch etwas engagiert für die Vermarktung einer Ware, oder, mit anderen Worten, dass man an den riesigen Verwertungsverlusten, die ja immerhin auf dem Sektor Milch eine halbe Milliarde erreichen oder noch etwas mehr, auch ein bisschen beteiligt wird als Produzent. Diese Idee ist doch durchaus konform mit unserer ganzen Wirtschaftsphilosophie.

Nun kann man sagen: Aber das Ungerechte daran ist, dass es kollektiv ist, man kann nicht individualisieren. Die einen haben überliefert, die anderen nicht. Das ist richtig. Nun hat man bis zum Jahre 1971 in diesem Milchwirtschaftsbeschluss die rechtliche Grundlage für ein individuelles System gehabt, für die individuelle Kontingentierung. Sie ist im Jahre 1971 hinausgeflogen aus diesem Milchwirtschaftsbeschluss! Ich will Ihnen sagen weshalb: Weil der Widerstand aus bäuerlichen Kreisen dermassen acharniert war, dass wir dort vermutlich auch eine Revolution gehabt hätten, wenn man das System durchgesetzt hätte, und weil auch meine eigenen Leute mir sagen mussten: Es ist nicht praktikabel. Man hat ein System aufgebaut aufgrund der Milchschwemme von 1968, und innert weniger Tage waren nicht weniger als 5000 Rekurse eingereicht worden gegen diese individuelle Zuteilung der Milchproduktion. Ich bin ohne weiteres bereit, ein anderes System, das gerechter ist, auf die Beine zu stellen und Ihnen vorzuschlagen, sofern es gelingt, ein solches System überhaupt zu schaffen und seine Tragfähigkeit zu beweisen.

Nun gibt es auf der anderen Seite Leute, die sagen: Es ist überhaupt nicht notwendig, dass man diese Milchproduktion einschränkt; wir sind ein Land der Milchproduktion; der Fehler liegt nicht bei uns Produzenten, sondern der Fehler liegt bei dieser Abteilung für Landwirtschaft und bei diesem Bundesrat, die nicht fähig sind, die notwendigen sogenannten flankierenden Massnahmen – das ist auch so ein schönes Wort: die flankierenden Massnahmen, wenn man nicht mehr weiter weiss – zu erlassen. Ich möchte grundsätzlich einmal sagen: Es ist an sich eine merkwürdige Haltung, wenn die Landwirtschaft immer wartet, bis der Staat kommt und legiferiert. Es wäre ja schliesslich auch denkbar, hauptsächlich wenn man von Unternehmern redet, dass die Landwirtschaft schliesslich einiges noch aus eigener Kraft tun könnte, wenn man auf der anderen Seite lauthals erklärt, man werde zum Staatsbeamten, man werde vom Staat dirigiert, man sei in seiner Freiheit eingeengt, und das sei der tiefere Grund des «malaise». Beispielsweise wenn man jetzt sagt, es würden zu viele Futtermittel verfüttert, dann möchte ich einfach ganz bescheiden die Frage stellen: Ja, verfüttert denn eigentlich der Bundesrat diese Futtermittel? Wer kauft sie denn? Wer rechnet in seinem Produktionsplan mit diesen Futtermitteln? So einfach ist es allerdings auch wieder nicht; ich bin jetzt ein bisschen ungerecht. Das ist zu simplifizierend, denn ich weiss, dass es Bauern gibt, die diese Solidarität und diese Verantwortung dem Ganzen gegenüber verspüren und auch entsprechend handeln und sagen: Jetzt muss einmal dieses «Bahnhofbauerntum» abgebaut werden. Dann gibt es eben andere, Unverantwortliche, Unsolidarische, die das nicht machen, und das ist ja der Grund, warum dann letzten Endes wieder der Staat arbiträr eingreifen muss.

Es hat mich gefreut, Herr Nationalrat Biel, was Sie über die Futtermitteleinfuhr gesagt haben. Ich erinnere mich aber, dass Sie vor einigen Jahren noch eine andere Haltung hatten: Sie wollten die Freigabe der Futtermittelim-

porte. Das kommt gar nicht in Frage; denn hier liegt eine der zentralen Schwierigkeiten unserer Landwirtschaftspolitik. Ich glaube, das Schweizervolk und auch der Konsument haben absolut Verständnis, dass das, was auf unserem eigenen Boden wächst und durch unserer Hände Fleiss produziert wird, auch vermarktet werden soll zu anständigen Preisen und unter Sicherung normaler sozialer Verhältnisse. Wofür der Konsument aber weniger Verständnis hat, ist der Umstand, dass etwa ein Viertel bis ein Drittel unserer Kulturfläche gewissermassen in den «Kolonien» liegt, nämlich im Ausland – das sind diese Futtermittel, die wir einführen. Dass wir hier Mittel und Wege finden müssen, um diesen Zustand einzuschränken, liegt auf der Hand. Die Frage ist nun nur: Wie? Es ist auch hier wieder nicht einfach. Wir können nicht einfach die Grenzen schliessen; denn wir brauchen importierte Futtermittel für Teile der Fleischproduktion, vor allem für die Schweine, für die ganze Geflügel- und Eierproduktion. Wenn wir diese Importe nicht hätten, dann würden die Fleischprodukte im Preis sehr stark ansteigen. Das wäre auch wieder nicht im Interesse des Konsumenten. Wir werden hier das Mass finden müssen; aber alle radikalen Lösungen auf diesem Gebiet sind auch kontraproduktiv.

Nun sagt man: Ausdehnung des Ackerbaues. Wir haben in unserem Produktionsprogramm nie etwas anderes vertreten. Die Ackerbaufläche ist auch vergrössert worden. Wir haben heute mehr offene Ackerfläche in der Schweiz als bei Beginn des Zweiten Weltkrieges. Aber die Ausdehnung ist nicht in dem Ausmass erfolgt, wie wir das gerne hätten. Hier nehme ich eine Kritik ohne weiteres entgegen. Ich glaube, wir müssen nicht nur schöne Konzepte haben für die Produktionslenkung; die sind alle vorhanden – wunderschön auf dem Papier –, sondern wir werden auch die Kraft aufbringen müssen – und da hoffe ich auf die Unterstützung landwirtschaftlicher Verbände –, diese Konzepte durchzusetzen. Wir könnten mehr offene Ackerfläche brauchen. Hier liegt doch etwas drin!

Beim Fleisch sollte man die heutige Situation nicht dramatisieren. Längerfristig, mittelfristig und weltweit gesehen ist ein sehr starker Eiweissmangel vorhanden. Man sollte diese Fluktuationen im Fleischabsatz und in der Fleischproduktion nicht überschätzen, das kann sehr rasch wieder ändern. Wir haben jetzt das Pech, dass auf der einen Seite eine Stagnation im Konsum, vor allem für die teureren Fleischsorten, eingetreten ist – vermutlich auch wegen der Preise –, auf der anderen Seite auch die Produktion um einige Prozent zugenommen hat; es handelt sich immer um einige Prozent. Ich habe Ihnen schon einmal gesagt: Einige Prozent hinauf oder hinunter kann uns Ueberproduktion, Ueberfluss oder Mangelware bescheren. Diese Märkte sind nicht flexibel.

Und nun die Verwertung von Milch im eigenen Betrieb: Das ist eine Idee, die wir aufgenommen und vor etwa drei Jahren eingeführt haben. Aber es ist ein Irrtum zu glauben, dass dadurch, dass mehr Milch für die Kälbermast verwendet wird oder im eigenen Haushalt des Betriebes, das Milchproblem gelöst werden kann. Das ist einfach ein Verhältnisblödsinn. Das kann einen kleinen Beitrag leisten, wenn die Milch von 40 000 Kühen weniger in die Verwertung kommt, aber es ist nicht die Lösung des Problems. Wir haben diese Idee aufgenommen; wir wollen sehen, ob sie Erfolge bringen wird; wir werden das bald sehen. Wir sind auch bereit, die Höhe der Beiträge an die Marktverhältnisse anzupassen.

Nun kommt noch die letzte Idee, die man uns präsentiert: Einschränkung der Importe. Ich bin dankbar, dass jemand auf die Situation hingewiesen hat. Wenn wir das, was wir an Milchproduktion importieren – es ist vor allem Butter –, und das, was wir exportieren, einfach in Doppelzentner Frischmilch umrechnen, dann geht die Menge eben auf, d. h. mit anderen Worten: Wir exportieren etwa gleichviel wie wir in Kilo Frischmilch importieren. Das ist die Situation. Dass bei einem solchen Gleichgewicht – das ist wie eine Schaukel – Manipulationen auf der einen oder anderen Seite zu Reaktionen führen können, liegt auf der Hand. Unsere Situation ist da nicht einfach. Durch eine krasse Importbeschränkung werden wir, nachdem überall in Europa Ueberschüsse vorhanden sind, sehr, sehr scharfe Reaktionen, Retorsionen provozieren, und dann sollen uns die Leute, die uns jetzt diese Ratschläge geben, sagen, wohin wir unseren Käse verkaufen sollen. Dabei hat diese Sache mit den Importen noch eine andere Seite, die man gnädigst verkennt und vergisst: eine finanzielle. Wenn wir nicht billige Butter importieren und dort Zuschläge machen könnten, dann wäre unsere Milchrechnung noch einmal um vielleicht 80 oder 100 Millionen Franken höher. Ich glaube, das spielt auch eine kleine Rolle. Bei gewissen Agrarpolitikern spielt das gar keine Rolle, wohl aber bei uns.

Das sind einfach ein paar allgemeine Bemerkungen. Ich möchte noch einmal sagen: Ich glaube, dass unser Konzept an sich richtig ist und dass man wegen vorübergehenden Fehlentwicklungen nicht den Kopf verlieren sollte. Es gibt nirgends auf dieser Welt eine einfache Landwirtschaftspolitik, sie ist überall kompliziert. Aber ich glaube, mit dieser Feinmechanikerarbeit, die wir da leisten, haben wir einen Stand garantieren können für die schweizerische Landwirtschaft nicht nur für heute, sondern auch für die Zukunft, der ihr ein gewisses Selbstvertrauen, aber auch eine gewisse Mässigung in ihren Forderungen und in ihrem Verhalten dem Staate gegenüber – und seinen Verbandsbehörden gegenüber übrigens auch – nahelegen würde.

Und zum Schluss meines allgemeinen Teils – ich habe nachher für das Spezielle nicht mehr lang – möchte ich doch auch noch die Gelegenheit benutzen – und Sie werden dafür Verständnis haben –, mich nun vor meine engsten Mitarbeiter auf der Abteilung für Landwirtschaft, die in einer Art und Weise ausgestellt und angeschossen werden – Herr Direktor Piot, der stellvertretende Direktor, Herr Rudolf, und Herr Vizedirektor Dr. Popp –, zu stellen. Das ist keine Pflichtübung, sondern das ist für mich eine Pflicht, die mir am Herzen liegt. Ich habe Mitarbeiter, die eine äusserst schwierige und undankbare Aufgabe mit grosser Sachkenntnis und mit einem unerhörten persönlichen Engagement und – das schätze ich ganz besonders – auch noch mit einer schönen Dosis Zivilcourage ausüben. Ich stehe hinter diesen Leuten, und es ist gänzlich sinnlos, auf sie zu schlessen und den Chef zu verschonen. Diese Leute haben mein vollständiges Vertrauen. Man soll davon Kenntnis nehmen.

Nun zur Vorlage: Dazu ist eigentlich nicht mehr viel zu sagen. Herr Nationalrat Biel, wir wollen doch nicht übertreiben. Sie sprechen von der Einschränkung des Speisezettels des schweizerischen Konsumenten. Sie reden davon, dass gestern das zweitletzte Türchen und heute das letzte Türchen zugemacht worden sei für unsere Versorgungsfreiheit als Konsument auf dem Lebensmittelsektor. Ich lade Sie zu etwas ein: Meine Frau hat eine Sammlung von Menüzetteln, die sie weiterführt. Ich möchte Sie bitten, einmal diese Vielfalt an Speisen anzusehen. Fühlen wir uns wirklich bewirtschaftet, wenn wir zu Tische sitzen? Ist denn unsere Freiheit nicht fast unbeschränkt, was wir essen, was wir trinken wollen? Wir wollen doch nicht übertreiben.

Nun die Belastung des Konsumenten. Es ist möglich, dass gewisse importierte Käsesorten teurer werden; das wollen wir auch. Aber es ist ein System, das Sie meinetwegen auch wieder protektionistisch nennen können, das aber nun in Gottes Namen im EWG-Rahmen funktioniert, europäisch, Herr Alder. Dieses System funktioniert so gut, dass gewisse Preiszuschläge, die die EWG auf gewisse Käsesorten macht, für unsere Exporte vollständig prohibitiv wirken und uns die Exporte überhaupt verunmöglichen. Ein Unterschied besteht zum EWG-System: Dort kommen diese Erhebungen, diese Zuschläge an der Grenze in die allgemeine Kasse hinein, zur Finanzierung der Landwirtschaftspolitik, und wir hatten immerhin die Liebenswürdig-

keit, dass das umgelegt werden soll zur Verbilligung einheimischer Käsesorten, d. h. also, indirekt soll das wieder dem Konsumenten und seinem Portemonnaie zufliessen, also eine konsumentenfreundlichere Lösung, als die EWG sie getroffen hat. Ob diese Massnahmen wirksam werden, das können wir auch nicht mit Bestimmtheit sagen. Wenn man jetzt sagt, dass das inländische Sortiment in Qualität verbessert und vor allem auch im Umfang vergrössert werden soll, dann ist das eine Auffassung, die ich schon lange vertreten habe, und ich bin glücklich, dass man jetzt sagen kann, dass auch der Zentralverband schweizerischer Milchproduzenten zusammen mit Privaten nun versucht, das in adäquater Weise zu fördern. Aber wenn das nicht schneller gegangen ist, dann liegt es daran, dass die inländische Produktion derart unter der ausländischen Konkurrenz zu leiden hatte, dass natürlich jede Kalkulation und jede Risikofreudigkeit auch entsprechend beeinträchtigt worden ist. Wenn wir der inländischen Produktion eine gewisse Garantie geben können, dass für ihre Produktion auch ein Markt vorhanden sein wird – und zwar ein Markt, wo sie einigermassen wettbewerbsfähig bleibt –, dann wird sie auch bereit sein, zu investieren und eben das zu erreichen, was jetzt von Herrn Nationalrat Schütz gewünscht wird: nämlich Besseres zu produzieren und auf den Markt zu bringen.
Wir müssen das Problem lösen. Ich möchte immerhin daran erinnern, dass noch vor etwa 10 oder 15 Jahren der Anteil der Importe am schweizerischen Käsekonsum 10 bis 12 Prozent betrug und dass er heute über 30 Prozent beträgt. Es handelt sich also nicht um ein kleines «Bobo», das man da heilen müsste, sondern um ein echtes Problem.
Es gäbe natürlich schon wirksamere Lösungen! Das Wirksamste wäre das Leistungssystem. Was ist das? Dass jeder, der Käse importiert, sich verpflichten muss, einen gewissen Anteil der einheimischen Produktion zu übernehmen und zu vermarkten. Das ist ein System, das wir anderenorts auch kennen. Wir haben das versucht, wir haben einen Versuchsballon losgelassen. Herr Otto Schütz – ich sage ihm nichts Neues –, es gab gerade Kreise, denen Sie nahestehen, die mit Vehemenz gegen dieses System angerannt sind! Es hat etwas: Das würde alle unsere Handelsstrukturen verändern. Das wäre verbunden mit einer echten, starken strukturellen Aenderung des ganzen Käsehandels. Das ist das Leistungssystem. Wir können ein solches System nicht durchexerzieren, wenn wir zum vorneherein wissen, dass die ganze Wirtschaft, die ganze Politik gegen uns ist. Wirtschaftspolitische Massnahmen brauchen einen minimalen Konsens, damit man sie durchsetzen kann und damit sie nachher dann spielen. Aber wir wollen jetzt nicht pessimistisch sein; ich glaube, dass das vorgeschlagene System zum mindesten eines Versuches wert ist. Ich bin persönlich überzeugt, dass wir gewisse Erfolge haben werden, vielleicht nicht ganz die, welche die Landwirtschaft sich erwartet. Aber wagen wir diesen Versuch!
In diesem Sinne bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Abstimmung – Vote

Für den Eintretensantrag der Kommission	111 Stimmen
Für den Nichteintretensantrag Stich	30 Stimmen

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. I Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. I préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1 Abs. 4 (neu)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zudem kann der Bundesrat zur Absatzförderung über die Qualitätsproduktion für Verkehrsmilch der 1. Qualitätsklasse, soweit sie sämtliche Qualitätskriterien der Qualitätskontrolle erfüllt, zusätzlich zum Grundpreis eine Prämie zugunsten der Verkehrsmilchproduzenten festsetzen.

Minderheit

(Biel, Baumgartner, Bircher, Rüegg, Schütz, Stich)

Ablehnung des Antrages der Mehrheit

Art. 1 al. 4 (nouveau)

Proposition de la commission

Majorité

En outre, pour favoriser la production de qualité aux fins d'encourager les ventes, le Conseil fédéral peut instituer une prime qui est versée aux producteurs, en sus du prix de base, sur le lait de la première classe de qualité, s'il satisfait à tous les critères du contrôle de la qualité.

Minorité

(Biel, Baumgartner, Bircher, Rüegg, Schütz, Stich)

Rejeter la proposition de la majorité

Biel, Berichterstatter der Minderheit: Mit dem Beschluss der Kommissionsmehrheit wird in unsere bisherige Landwirtschaftspolitik etwas Neues eingeführt. Bisher war es üblich – und so steht es auch im Landwirtschaftsgesetz –, dass der kostendeckende Preis für Produkte guter Qualität zu gelten hat. Ich glaube, auch der schweizerische Konsument hat ein Anrecht darauf, zu wissen, dass die Ware, für die er einen recht hohen Preis zu entrichten hat, guter Qualität entspricht. Wer dieses Kriterium guter Qualität nicht erfüllt, hat mit Preisabzügen zu rechnen. Das ist das logische, eingespielte System. Nun will man diese Ordnung auf den Kopf stellen und eine neue Kategorie einführen. Sie haben das bereits eingehend von Herrn Eisenring gehört.

Ich glaube nun nicht, dass die Absicht, die vor allem der Zentralverband der Milchproduzenten mit diesem Begehren verfolgt, erreicht werden kann. Man glaubt nämlich, man könnte auf diesem Weg die Opposition gegen die Milchqualitätskontrollen besänftigen. Die Herrschaften, die sich mit Demonstrationen in dieser Sache bekanntgemacht haben, werden auch auf das hin nicht einlenken. An sich ist es schon in der Oeffentlichkeit so empfunden worden, obwohl man es nicht ganz so beurteilen darf. Es wurde nämlich gesagt: «Aha, zuerst randalieren sie gegen die Milchkontrollen; sie verletzen die bestehenden Gesetze, und dann belohnt man die Herrschaften noch durch eine Erhöhung des Milchgrundpreises und der Milchgrundmenge!» So hat man es empfunden. Dann kommt die Stufe 2: Der Bundesrat wendet das Gesetz an und erhöht den Milchrückbehalt. Schon randalieren sie wieder. Jetzt soll als letzte Belohnung eine Qualitätsprämie kommen. Es wäre wohl nicht durchsetzbar, dass bei der nächsten Preisrunde, die zweifellos im nächsten Jahr nicht ausbleiben wird, der Bundesrat beispielsweise sagt: «Der Milchgrundpreis wird nicht erhöht; nur für erste Qualitätsmilch zahlen wir eine höhere Prämie.» Glauben Sie wirklich, dass das nicht wieder zu den genau gleichen Demonstrationen führen würde?

Wir bitten Sie deshalb, dass Sie Absatz 4, der von der Kommissionsmehrheit eingeführt worden ist, hier strei-

chen und es beim bisherigen System belassen, dass nämlich der Grundpreis, der kostendeckend ist, nur für Produkte guter Qualität zu gelten hat.

Vollenweider, Berichterstatter der Mehrheit: Die Kommission hat diesen Antrag mit 12 : 7 Stimmen angenommen. Nach den präzisen Ausführungen von Herrn Direktor Hofmann über den Mechanismus der Qualitätsbestimmung und Qualitätsbezahlung werden Sie doch feststellen, dass die Ausführungen des Herrn Biel nicht zutreffen können. Wir haben da viel feinere, vielleicht auch etwas kompliziertere Abstufungen. Darum ist es vorwiegend eine psychologische Angelegenheit. Im Interesse der Durchführung und Weiterentwicklung der Qualitätsabstufung, die – wie Sie gehört haben – in Europa einzigartig ist und sicher im Interesse der Konsumenten liegt, sollten wir meines Erachtens diesem Antrag zustimmen.

M. **Debétaz,** rapporteur de la majorité: Je voudrais dire deux mots en relation avec le magistral exposé de M. le président de la Confédération que je tiens à remercier non seulement de sa compréhension mais aussi de son action.

J'ai en effet déclaré que les agriculteurs entendaient être des entrepreneurs, et je suis d'accord avec M. le président de la Confédération en ce qui concerne les risques, dès lors que l'on entend être entrepreneur. Mais il est bon de préciser que le fait que l'on détienne – ou ne détienne pas – le droit d'agir sur des éléments importants – éléments qui peuvent faire précisément que les risques ont telle ou telle conséquence –, ce fait joue un rôle majeur. Nous devons bien reconnaître que les agriculteurs n'ont précisément pas – et encore une fois c'est très important quant aux conséquences que les risques peuvent entraîner – la possibilité d'agir sur les importations. C'est d'ailleurs bien pour cette raison que le projet dont nous discutons maintenant concerne les importations de fromage.

Nous avons déjà discuté de la proposition de M. Biel dans le débat d'entrée en matière. Je rappelle qu'il s'agit d'encourager la production de qualité. Notre collègue M. Aubert a relevé qu'il y avait également des raisons d'ordre psychologique pour voter la proposition qui vous est faite par la majorité de la commission. Il s'agit d'encourager la qualité; des déclarations ont été faites au début de l'année pour trouver un système qui permette d'encourager cette qualité. Il a été constaté alors que la base légale faisait défaut. Il s'agit de créer cette base légale, c'est ce que vous propose la majorité de la commission.

Bundespräsident **Brugger:** Ich glaube, die psychologischen Ueberlegungen der Mehrheit Ihrer Kommission sind richtig; ich kenne auch soviel von dieser bäuerlichen Psychologie und habe meine Kenntnisse in der letzten Zeit noch erweitern können.

Von der Sache her aber ist der Antrag falsch; denn wir hatten immer die Auffassung, dass der Milchpreis für erstklassige Milch eben so anzusetzen sei, dass er alle Leistungen des Produzenten – auch hinsichtlich der Verbesserung der Qualität – abdecke. Derjenige, der diese erstklassige Qualität nicht zustande bringt, müsse sich eben einen Abzug gefallen lassen. Wir haben das auch erzieherisch als günstig betrachtet. Diese Auffassung lässt sich um so eher vertreten, als wir ausgerechnet hatten, dass bei dem guten Qualitätsstand vermutlich etwa 80 Prozent aller Milch 1. Qualität sein werde. Es ist an sich nicht richtig, für 80 Prozent Prämien auszurichten; da wird doch kein Ansporn mehr vorhanden sein, sondern das wird dann zum Normalen, und der Prämienrappen wird in den ordentlichen Milchpreis eingehen.

Von der Sache her gesehen ist also der Antrag des Bundesrates nach wie vor richtig. Nachdem eine Minderheit die Liebenswürdigkeit hatte, uns immerhin zu unterstützen, möchte ich auch meinerseits diesen Vorschlag aufrechterhalten, trotz allen psychologischen Erwägungen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	86 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	45 Stimmen

Art. 4 Abs. 2bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 4 al. 2bis

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Dürr: Zu diesem Artikel möchte ich mich äussern, weil er in direktem Zusammenhang mit meiner Motion vom 12. März 1974 steht. Mit diesem Artikel wird der Bundesrat ermächtigt, die Freimengen zu erhöhen. Damit ist die Forderung meiner Motion grösstenteils erfüllt. Unerfüllt ist lediglich die Ausdehnung auf die ausgesprochenen Milchwirtschaftsgebiete. Hier habe ich bei der Aussage des Bundesrates zur erwähnten Motion eine Korrektur anzubringen. Wir lesen dort: «Nach der Motion von Herrn Nationalrat Dürr sollte diese Aenderung zwar für alle Milchproduzenten gelten. Aber wir sind der Meinung, dass es richtig ist, die Aenderung auf die von Natur aus benachteiligten Gebiete zu beschränken.» Herr Bundespräsident, ich bin genau gleicher Meinung, denn in der Motionsbegründung schreibe ich, dass der Bund in verdankenswerter Weise durch diverse Massnahmen den Bauern im Berggebiet und der voralpinen Hügelzone geholfen habe; es zeige sich indessen, dass die Milchproduzenten der Berggebiete, wie jene der angesprochenen Milchwirtschaftsgebiete, einkommensmässig immer noch stark im Rückstand sind. Es geht hier besonders um die klassischen Milchwirtschaftsgebiete, die einfach von der Natur her nichts anderes produzieren können.

Da ergibt sich zwangsläufig die Frage: Warum war es nicht möglich, die klassischen Milchwirtschaftsgebiete zu berücksichtigen? Fehlt es an griffbereiten Abgrenzungskriterien oder ganz schlicht und einfach an Geld?

Zum Schluss erlaube ich mir noch eine Bemerkung: Ich bin überrascht, wie viele Landwirtschaftsexperten wir im Rate haben. Ich bin bereit, mit den Herren Stich oder Biel – ich habe diese Offerte schon einmal vorgebracht – über landwirtschaftliche Fragen in meinem eigenen Betrieb zu diskutieren. Ich bin nämlich auch überrascht, wie oberflächlich betriebswirtschaftliche Fragen beantwortet wurden.

Bundespräsident **Brugger:** Zur Anfrage des Herrn Dürr: Die «Milchwirtschaftsgebiete» bilden keinen rechtlichen Begriff, sie sind nicht abgegrenzt. Ich hoffe, Sie werden uns das nicht als Hausaufgabe mitgeben, denn die Grenze zu ziehen, ist eine fast unlösbare Aufgabe. Hier liegt der eine Grund.

Ein zweiter Grund: Wenn Sie gewisse Gebiete aus dem Rückbehalt entlassen, bedeutet das, dass diejenigen, die übrig bleiben, um so mehr zu leisten haben. Es wird dann einfach auf weniger Schultern aufgeteilt. Schon diese Rechnung müsste uns veranlassen, mit dieser Freimenge nicht allzu grosszügig umzugehen. Ich glaube, wir haben sie nun dort erhöht, wo es sich rechtfertigen lässt und wo es vielleicht auch am nötigsten ist: im Berggebiet und in der voralpinen Hügelzone.

Angenommen – Adopté

Art. 9a

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2 und 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Der Ertrag dieser Preiszuschläge ist zur zusätzlichen Verbilligung einheimischer Käse im Inland, soweit diese rationell hergestellt werden, zu verwenden, vorab für Weich- und Halbhartkäse.

Art. 9a

Proposition de la commission

Al. 1, 2 et 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Le produit des suppléments de prix servira à réduire d'un montant supplémentaire le prix de vente dans le pays de fromages indigènes, s'ils sont fabriqués de manière rationnelle, en premier lieu de fromage à pâte molle et à pâte mi-dure.

Angenommen – Adopté

Art. 10

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(Die Aenderung betrifft nur den französischen Wortlaut)

Art. 10

Proposition de la commission

Les milieux intéressés seront consultés avant que le Conseil fédéral ne prenne une décision selon les articles 5 à 9a.

Angenommen – Adopté

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	104 Stimmen
Dagegen	15 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

11 897

Motion Birrer. Landwirtschaft. Kontrollbetriebe
Agriculture. Exploitations pilotes

11 962

Motion Dürr. Milchlieferung. Rückbehalt
Livraisons de lait. Retenue

11 947

Motion Hofmann. Landwirtschaftsbericht
Rapport sur l'agriculture

11 940

Motion Tschumi. Landwirtschaft. Ausgleichszahlungen
Agriculture. Paiements compensatoires

11 953

Postulat Schnyder.
Rückgang landwirtschaftlicher Betriebe
Diminution du nombre des exploitations agricoles

11 888

Postulat Tanner. Landwirtschaftliche Preispolitik. Entscheidungsgrundlagen
Politique des prix agricoles. Critères déterminants

11 949

Interpellation Rippstein. Landwirtschaft. Strukturprobleme
Agriculture. Problèmes de structures

599

Kleine Anfrage Roth.
Einkommen in der Landwirtschaft
Revenu dans l'agriculture

Wortlaut der Motion Birrer vom 30. Januar 1974

Die Einkommenslage in der Landwirtschaft gibt im Zusammenhang mit den Preisbegehren, der Revision der Landwirtschaftsverordnung und den Ausrichtungen von Subventionen an diesen Berufsstand ständig zu Auseinandersetzungen Anlass. Es drängt sich daher die Notwendigkeit auf, dass sich der Bund zuhanden der Oeffentlichkeit mit dieser Frage befasst.

Der Bundesrat wird daher beauftragt, repräsentative Landwirtschaftsbetriebe auszuwählen, welche die traditionelle und biologische Struktur verkörpern. Die Bewirtschaftung dieser Betriebe muss folgenden Bedingungen unterstellt sein:

1. In Zusammenarbeit mit der Betriebsberatung sollen sie rationell geführt werden.

2. Um den landwirtschaftlichen Angestellten den vergleichbaren Lohn sichern zu können, sollen die Arbeitsbedingungen und Sozialleistungen mit denjenigen anderer Berufsstände in Uebereinstimmung gebracht werden; dasselbe gilt auch für die mitarbeitenden Familienmitglieder (Familienbetrieb).

3. Die Amortisation der Betriebsgebäude darf die Dauer von 50 Jahren nicht übersteigen. Die Verzinsung des investierten effektiven Kapitals muss gewährleistet sein.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften
Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées
Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

Milchwirtschaftsbeschluss 1971. Aenderung

Economie laitière. Modification de l'arrêté 1971

In Dans In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr Année Anno	1974
Band Volume Volume	IV
Session Session Sessione	Herbstsession Session d'automne Sessione autunnale
Rat Conseil Consiglio	Nationalrat Conseil national Consiglio nazionale
Sitzung Séance Seduta	05
Geschäftsnummer Numéro d'objet Numero dell'oggetto	12001
Datum Date Data	19.09.1974 - 08:00
Seite Page Pagina	1218-1239
Ref. No	20 003 157

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.